A-92/2 - 2017/2018

PARLEMENT BRUXELLOIS
BRUSSELS PARLEMENT

SESSION ORDINAIRE 2017-2018

30 JANVIER 2018

PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

PROPOSITION D'ORDONNANCE

modifiant la Nouvelle loi communale afin d'assurer une présence équilibrée de femmes et d'hommes au sein des collèges communaux

RAPPORT

fait au nom de la commission des Affaires intérieures

par M. René COPPENS (N)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : M. Philippe Close, Mme Caroline Désir, MM. Marc-Jean Ghyssels, Amet Gjanaj, Jamal Ikazban, Zahoor Ellahi Manzoor, Alain Courtois, Alain Destexhe, Mme Dominique Dufourny, M. Serge de Patoul, Mmes Martine Payfa, Joëlle Milquet, Barbara Trachte, MM. René Coppens, Fouad Ahidar, Mme Annemie Maes.

Membres suppléants : M. Hasan Koyuncu, Mmes Viviane Teitelbaum, Julie de Groote, MM. Ahmed El Khannouss, Christos Doulkeridis, Mme Zoé Genot, M. Stefan Cornelis, Mme Hannelore Goeman, MM. Jef Van Damme, Bruno De Lille, Arnaud Verstraete.

Autres membres : MM. Emmanuel De Bock, Paul Delva, Vincent De Wolf, Mmes Liesbet Dhaene, Claire Geraets, Brigitte Grouwels, Magali Plovie, Fatoumata Sidibé, Simone Susskind, Cieltje Van Achter, M. Johan Van den Driessche.

Voir :

Document du Parlement :

A-92/1 – 2014/2015 : Proposition d'ordonnance

GEWONE ZITTING 2017-2018

30 JANUARI 2018

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT

VOORSTEL VAN ORDONNANTIE

tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet teneinde een evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in de gemeentecolleges te waarborgen

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie voor de Binnenlandse Zaken

door de heer René COPPENS (N)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : de heer Philippe Close, mevr. Caroline Désir, MM. Marc-Jean Ghyssels, Amet Gjanaj, Jamal Ikazban, Zahoor Ellahi Manzoor, Alain Courtois, Alain Destexhe, mevr. Dominique Dufourny, de heer Serge de Patoul, mevr. Martine Payfa, mevr. Joëlle Milquet, mevr. Barbara Trachte, de heren René Coppens, Fouad Ahidar, mevr. Annemie Maes.

Plaatsvervangers : de heer Hasan Koyuncu, mevr. Viviane Teitelbaum, mevr. Julie de Groote, de heren Ahmed El Khannouss, Christos Doulkeridis, mevr. Zoé Genot, de heer Stefan Cornelis, mevr. Hannelore Goeman, de heren Jef Van Damme, Bruno De Lille, Arnaud Verstraete.

Andere leden : de heren Emmanuel De Bock, Paul Delva, Vincent De Wolf, mevr. Liesbet Dhaene, mevr. Claire Geraets, mevr. Brigitte Grouwels, mevr. Magali Plovie, mevr. Fatoumata Sidibé, mevr. Simone Susskind, mevr. Cieltje Van Achter, de heer Johan Van den Driessche.

Zie :

Stuk van het Parlement :

A-92/1 – 2014/2015 : Voorstel van ordonnantie

I. Exposé introductif de Mme Barbara Trachte, première co-auteure de proposition d'ordonnance

Mme Barbara Trachte signale d'emblée que M. Marc-Jean Ghyssels, M. Emmanuel De Bock et Mme Joëlle Milquet souhaitent se joindre à la liste des co-déposants du présent texte.

Sur le fond, cette proposition d'ordonnance a pour objet d'établir une règle qui s'inscrit dans le prolongement de la « règle de la tirette » que l'on a déjà instaurée pour les élections communales, à savoir l'alternance hommes-femmes sur les listes électorales. En effet, on remarque qu'il y a encore trop peu de femmes présentes dans les collèges communaux. C'est la raison pour laquelle cette proposition d'ordonnance voudrait assurer une présence d'au moins un tiers de femmes dans les collèges. Un texte similaire a d'ailleurs déjà été voté en Wallonie.

Pour le reste, la députée se réfère aux développements de sa proposition d'ordonnance.

À ce stade, deux amendements, largement signés par tous les membres de la majorité et de l'opposition, ont été déposés et visent d'une part à régler la situation où une coalition ne se mettrait pas d'accord sur qui doit nommer des femmes. Dans ce cas, c'est chacun des partis formant la coalition qui devra proposer un tiers de femmes dans son quota du collège ; d'autre part, l'amendement règle le cas spécifique où on aurait respecté cette règle lors de la mise en place du collège, mais où, si au cours de la législature communale, un échevin ou une échevine doit être empêché(e) ou doit démissionner, et qu'il n'y a plus de personnes du même sexe dans la réserve des membres du conseil communal, on pourrait ainsi déroger à la règle.

II. Discussion générale

M. Bruno De Lille souligne l'importance de cette proposition d'ordonnance. Le nombre de femmes présentes dans les conseils communaux continue à augmenter, et est aujourd'hui de plus ou moins 40 %. Le texte qui est en débat aujourd'hui est attendu depuis bien longtemps. Il est normal que la présence des femmes qui augmente dans les collèges communaux puisse également se répercuter dans les collèges. Il est un fait qu'il est encore des communes qui font aujourd'hui de la résistance, où trop peu de femmes sont présentes. Le but de cette proposition est que dans chaque collège il y ait au moins un tiers et au maximum deux tiers de personnes du même sexe. Il est important que ce texte puisse encore être voté avant les élections de 2018.

I. Inleidende uiteenzetting van mevrouw Barbara Trachte, eerste mede-indiener van het voorstel van ordonnantie

Mevrouw Barbara Trachte deelt eerst mee dat de heer Marc-Jean Ghyssels, de heer Emmanuel De Bock en mevrouw Joëlle Milquet ook op de lijst van de mede-indieners van deze tekst willen staan.

Dit voorstel van ordonnantie strekt ertoe een regel in te voeren in het verlengde van het ritsen, dat al ingevoerd is voor de gemeenteraadsverkiezingen, te weten de afwisseling van mannen en vrouwen op de kieslijsten. Er zitten immers nog altijd te weinig vrouwen in de gemeentelijke colleges. Daarom wil het voorstel van ordonnantie een aanwezigheid van ten minste een derde vrouwen in de colleges garanderen. Een soortgelijke tekst is al in Wallonië goedgekeurd.

Voor de rest verwijst het parlementslid naar de toelichting bij haar voorstel van ordonnantie.

In deze fase zijn er twee amendementen ingediend die ondertekend werden door alle leden van de meerderheid en de oppositie. Ze strekken er enerzijds toe de situatie te regelen waarin een coalitie geen akkoord bereikt over wie de vrouwen moet benoemen. In dat geval moet elke partij die deel uitmaakt van de coalitie een derde vrouwen voorstellen in haar quota voor het college ; anderzijds regelt het amendement de specifieke situatie waarbij men die regel nageleefd zou hebben bij de aanwijzing van het college, maar waarbij, tijdens de gemeentelijke zittingsperiode, een schepen verhinderd is of ontslag moet nemen en er geen personen van hetzelfde geslacht in de reserve van de gemeenteraadsleden meer beschikbaar zijn ; dan kan men van de regel afwijken.

II. Algemene bespreking

De heer Bruno De Lille onderstreept het belang van dit voorstel van ordonnantie. Het aantal vrouwen in de gemeenteraden gaat in stijgende lijn en bedraagt vandaag ongeveer 40 %. Er wordt al lang uitgekeken naar de voorliggende tekst. Het is normaal dat de toegenomen aanwezigheid van vrouwen in de gemeenteraden ook leidt tot een sterkere aanwezigheid in de colleges. Vandaag zijn er niettemin nog gemeenten die dwarsliggen. Dit voorstel wil ten minste een derde en maximum twee derde personen van hetzelfde geslacht in elk college. Het is belangrijk dat deze tekst nog vóór de verkiezingen van 2018 goedgekeurd wordt.

M. Emmanuel De Bock remercie les auteurs de lui permettre de s'associer à ce texte. Il fallait nécessairement trouver un consensus en cas d'empêchement d'un échevin. Le député félicite les auteurs d'avoir su trouver ce consensus. Logiquement il est vrai qu'il ne faudrait pas de quotas de femmes. Il est aussi à noter que dans certaines communes comme à Ixelles, ce texte va aller à l'encontre de la présence des femmes.

En ce qui concerne les incompatibilités, il ne faudrait pas que par cascade, la règle ait des répercutions sur les autres listes. Il ne faudrait pas que des gens qui n'ont pas envie de s'installer au collège soient ainsi obligés de le faire. Il serait préférable de ne pas être amené à installer des personnes que le citoyen n'a pas élues ou à évincer d'autres personnes élues afin de faire respecter le quota d'un tiers de femmes.

M. Fouad Ahidar exprime également le souhait de cosigner cette proposition. Dans le futur, il faudra un maximum de parité entre les hommes et les femmes. C'est la raison pour laquelle ce texte va dans le bon sens.

Conjointement avec M. Coppens et Mme Grouwels, l'orateur a déposé un amendement concernant l'échevin surnuméraire flamand. Il ne faudrait pas que cet échevin surnuméraire soit repris dans ce quota de deux tiers/un tiers. En effet, dans certaines communes où il n'y a qu'un seul élu flamand comme à Auderghem, il faudrait que l'on puisse déroger à la règle.

La présidente estime que l'amendement n° 1 rencontre déjà les craintes formulées par l'orateur.

Mme Caroline Désir remercie les auteurs et les cosignataires. C'est en effet Marc-Jean Ghyssels qui va cosigner le texte.

Depuis le milieu des années 90, il y a des lois qui renforcent la présence des femmes dans les conseils communaux. L'oratrice se réfère à la loi de 1994 appelée Loi Smet-Tobback, et aux nouvelles lois qui ont été votées en 2002, en 2005 et en 2006. Ensuite, l'ordonnance bruxelloise créant la « tirette », c'est-à-dire la présence alternée des hommes et des femmes sur les listes pour l'élection des conseils communaux, a également marqué un pas important.

Elle souligne également qu'elle et son parti soutiennent ce projet d'ordonnance car la moitié de la population est composée de femmes. Bien qu'elles soient de plus en plus présentes au sein des assemblées législatives et des conseils communaux, lorsqu'on se rapproche du pouvoir cette présence diminue. Par exemple, il y a seulement 10 % de femmes bourgmestres.

De heer Emmanuel De Bock bedankt de indieners om hem bij deze tekst te betrekken. Er moest een consensus gevonden worden in geval van verhindering van een schepen, en het parlementslid bedankt de indieners daarvoor. Logischerwijze zou men geen vrouwenquota moeten opleggen. Er dient ook op gewezen te worden dat in bepaalde gemeenten zoals Elsene deze tekst nadelig is voor de aanwezigheid van vrouwen.

Wat de onverenigbaarheden betreft, moet worden voorkomen dat die regel via een watervaleffect gevolgen heeft voor de andere lijsten. Men mag mensen die geen zin hebben deel uit te maken van het college niet dwingen. Het is ook beter geen personen te installeren die niet door de burger gekozen zijn of gekozen personen te wippen om toch maar het quotum van een derde vrouwen te halen.

De heer Fouad Ahidar wenst ook dit voorstel te ondertekenen. In de toekomst moet worden gezorgd voor zoveel mogelijk pariteit tussen mannen en vrouwen. De tekst gaat in de goede richting.

Samen met de heer Coppens en mevrouw Grouwels, heeft de spreker een amendement ingediend over de extra Vlaamse schepen. Die schepen mag niet worden opgenomen in de quota van een derde/twee derde. In bepaalde gemeenten met maar één Vlaamse schepen zoals in Oudergem, moet men kunnen afwijken van de regel.

De voorzitter meent dat amendement nr. 1 tegemoetkomt aan de vrees van de spreker.

Mevrouw Caroline Désir bedankt de indieners en de medeondertekenaars. Het is Marc-Jean Ghyssels die de tekst medeondertekenen zal.

Sinds medio jaren '90 zijn er wetten die de aanwezigheid van vrouwen in de gemeenteraden versterken. De spreekster verwijst naar de wet van 1994, de zogeheten wet Smet-Tobback, en de nieuwe wetten van 2002, 2005 en 2006. De Brusselse ritsordonnantie met het oog op de afwisseling van vrouwen en mannen op de lijsten voor de gemeenteraadsverkiezingen was ook een belangrijke stap.

Zijzelf en haar fractie steunen dit voorstel van ordonnantie omdat de helft van de bevolking uit vrouwen bestaat. Ondanks het feit dat die steeds meer aanwezig zijn in de wetgevende assemblees en in de gemeenteraden, vermindert die aanwezigheid naarmate men dichter bij het echte machtscentrum komt. Zo is er maar 10 % vrouwen burgemeester.

Mme Dominique Dufourny prend la parole à la place de Mme Viviane Teitelbaum, cosignataire du texte. La députée tenait à souligner qu'il n'est pas admissible qu'au XXIe siècle, les femmes soient sous-représentées dans le monde politique belge et européen.

Cette proposition d'ordonnance marque un progrès vers un meilleur équilibre entre hommes et femmes, même si Mme Teitelbaum estime que les femmes et les hommes doivent être présents de manière équivalente au sein de la société.

M. René Coppens rappelle que son groupe n'est pas un chaud partisan des quotas, car les électeurs devraient garder le dernier choix en matière de représentation au sein des conseils communaux et des collèges. À Auderghem, par exemple, il n'y a qu'un seul élu, et il est important que du côté flamand on puisse maintenir cette présence.

Mais il est vrai qu'il faut tendre vers un plus grand équilibre entre les hommes et les femmes.

Mme Brigitte Grouwels souligne que la participation des femmes au débat politique est un thème qui lui tient à cœur. D'un côté, la députée affirme qu'il est important d'attirer de plus en plus de femmes vers la politique. Il faut en effet donner le goût aux femmes de faire de la politique, et les former comme il se doit.

D'un autre côté, l'oratrice estime qu'il est nécessaire de garantir la présence flamande dans les collèges. C'est pourquoi elle soutient l'amendement qui a été déposé par M. Fouad Ahidar et M. René Coppens. La présence d'un échevin flamand est indispensable, notamment pour assurer le lien avec la VGC. Le groupe CD&V accorde beaucoup d'importance au vote de cet amendement.

M. Alain Courtois se demande pourquoi il faut un amendement visant à garantir la présence de l'échevin des affaires flamandes. Cet amendement n'a rien à voir avec le thème défendu dans ce texte. En effet, il s'agit ici de présence féminine, il y va de l'évolution de notre société. Le groupe MR est entièrement d'accord comme on l'a déjà souligné. Mais l'orateur exprime des doutes sur la pertinence de l'amendement n° 3 ici présenté.

M. René Coppens et Fouad Ahidar marquent leur désaccord sur les propos exprimés par M. Alain Courtois.

M. Bruno De Lille ne soutiendra pas non plus cet amendement n° 3 et ceci pour deux raisons. D'une part, il ne faut pas faire d'exception au principe un tiers/deux tiers pour des raisons uniquement politiques. D'autre part, le problème ne se pose pas vraiment. Lorsqu'on compose un

Mevrouw Dominique Dufourny neemt het woord in de plaats van mevrouw Viviane Teitelbaum, medeondertekenaar. Het parlementslid onderstreept dat het in de 21ste eeuw niet aanvaardbaar is dat de vrouwen ondervertegenwoordigd zijn in de Belgische en Europese politiek.

Het voorstel van ordonnantie is een stap in de richting van een beter evenwicht tussen mannen en vrouwen, ook al meent mevrouw Teitelbaum dat mannen en vrouwen evenwaardig behandeld moeten worden in de maatschappij.

De heer René Coppens herinnert eraan dat zijn fractie niet warm loopt voor quota omdat de kiezers het laatste woord moeten hebben inzake vertegenwoordiging in de gemeenteraden en de colleges. In Oudergem is er bijvoorbeeld maar één gekozene en het is belangrijk dat die aanwezigheid aan Vlaamse kant behouden wordt.

Het is echter waar dat er gestreefd moet worden naar een groter evenwicht tussen mannen en vrouwen.

Mevrouw Brigitte Grouwels onderstreept dat het thema van de inspraak van de vrouwen in het politieke debat haar na aan het hart ligt. Enerzijds bevestigt het parlementslid dat het nodig is steeds meer vrouwen het politieke veld in te sturen. De vrouwen moeten naar het politieke bedrijf gelokt worden en moeten ervoor naar behoren klaargestoomd worden.

Anderzijds vindt zij het nodig om de Vlaamse aanwezigheid in de colleges te garanderen. Daarom steunt zij het amendement van de heren Fouad Ahidar en René Coppens. De aanwezigheid van een Vlaamse schepen is onontbeerlijk, onder andere om de band met de VGC te verzekeren. De CD&V-fractie hecht veel belang aan de goedkeuring van dat amendement.

De heer Alain Courtois vraagt zich af waarom er een amendement nodig is om de aanwezigheid van de Vlaamse schepen voor Vlaamse zaken te garanderen. Dat amendement heeft niets te maken met het onderwerp van de tekst. Het gaat hier over de vrouwelijke aanwezigheid en de evolutie van onze maatschappij. De MR-fractie is het daar helemaal mee eens, zoals reeds gezegd, maar de spreker heeft twijfels bij de pertinentie van amendement nr. 3 dat hier op tafel ligt.

De heren René Coppens en Fouad Ahidar kunnen de uitlatingen van de heer Alain Courtois niet smaken.

De heer Bruno De Lille zal amendement nr. 3 evenmin steunen om twee redenen. Enerzijds mag er om louter politieke redenen geen uitzondering worden gemaakt op het één derde / tweederde-principe. Anderzijds is het probleem niet echt aan de orde. Wanneer men een college

collège, il faut se demander qui choisit les femmes. Si une liste flamande participe à la majorité et qu'il n'y a qu'un seul élu, il est normal que ce soit aux francophones de se débrouiller pour fournir le nombre de femmes nécessaire. Les accords du Lombard prévoient que l'argent supplémentaire est versé aux communes si l'échevin flamand surnuméraire est désigné. Si les communes tiennent à percevoir cet argent, il faut nécessairement se débrouiller pour que ce soit réalisable. Pour ces raisons, l'orateur estime qu'il ne faut pas faire d'exception à la règle deux tiers/un tiers sur l'échevin surnuméraire flamand.

La présidente Joëlle Milquet pense qu'on pourrait résoudre le problème de l'amendement avec celui présenté par Ecolo, l'amendement n° 1. En effet, dans son texte, le Parlement wallon avait prévu une règle spéciale qui prévoyait une dérogation si, sur une liste, il n'y a pas d'élus de sexes différents. Lorsque l'on compose une majorité, si une liste n'a que des élus d'un seul sexe, on peut alors faire une dérogation. On pourrait apporter cette même modification dans l'ordonnance ici en discussion.

La présidente propose de réunir un groupe de travail et de s'arranger pour qu'on puisse malgré tout voter le texte en séance plénière sans que le délai réglementaire pour la remise des rapports puisse jouer en défaveur de celui-ci.

Mme Caroline Désir estime qu'il revient à chaque groupe d'assurer la présence d'un tiers de femmes. Il est évident que s'il n'y a qu'un seul élu néerlandophone, c'est bien aux francophones de fournir le nombre nécessaire de femmes. Et si justement l'échevin surnuméraire néerlandophone est une femme, le fait de la mettre hors quota va également engendrer un problème.

M. Jamal Ikazban soutient cette proposition et félicite les auteurs, même s'il est vrai qu'il est dommage de devoir passer par des quotas. Au passage, l'orateur en profite pour féliciter toutes les femmes qui montrent déjà aujourd'hui leurs grandes qualités en tant que mandataires publiques. L'orateur demande s'il faut prendre en considération le président du CPAS dans la composition du Collège. Et *quid* de la question du président du conseil communal ? Il faudrait peut-être le préciser dans les discussions.

Mme Joëlle Milquet rappelle qu'un président de conseil communal, ce n'est pas un mandat exécutif. Ce serait dommage de l'intégrer dans le calcul deux tiers/un tiers, car cela empêcherait peut-être une femme de monter dans l'exécutif. Par contre, il est pertinent de poser la question de président du CPAS.

samenstelt, moet men zich afvragen wie de vrouwen kiest. Indien een Vlaamse lijst met slechts één gekozene deel uitmaakt van de meerderheid, is het normaal dat de Franstaligen zorgen voor het vereiste aantal vrouwen. De Lombardakkoorden bepalen dat het extra geld aan de gemeenten wordt gestort indien de extra Vlaamse schepen wordt aangewezen. Als de gemeenten dat geld willen krijgen, moeten ze dan maar het nodige doen. Om die redenen is de spreker van oordeel dat er, wat de extra Vlaamse schepen betreft, geen uitzondering mag worden gemaakt op de één derde/twee derde-regel.

Volgens voorzitter Joëlle Milquet zou het probleem van het amendement kunnen worden opgelost met amendement nr. 1, dat door Ecolo is ingediend. Het Waals Parlement had immers in zijn tekst een bijzondere regel opgenomen die in een afwijking voorziet indien er op een lijst geen gekozenen van verschillend geslacht zijn. Wanneer men een meerderheid samenstelt en er op een lijst enkel gekozenen van hetzelfde geslacht zijn, kan men dan in een afwijking voorzien. Men zou dezelfde wijziging zelfs kunnen aanbrengen in het voorstel van ordonnantie dat ter bespreking voorligt.

De voorzitter stelt voor om een werkgroep bijeen te roepen en ervoor te zorgen dat het voorstel toch kan worden aangenomen tijdens de plenaire vergadering zonder dat de bij het reglement bepaalde termijn voor de indiening van de verslagen roet in het eten kan gooien.

Mevrouw Caroline Désir vindt dat elke fractie moet zorgen voor de aanwezigheid van een derde vrouwen. Het spreekt voor zich dat als er slechts één Nederlandstalige gekozene is, de Franstaligen dan zelf voor het vereiste aantal vrouwen moeten zorgen. Indien de extra Vlaamse schepen een vrouw is, zal er eveneens een probleem rijzen als ze niet wordt meegeteld voor het quotum.

De heer Jamal Ikazban steunt het voorstel en feliciteert de indieners, ook al vindt hij het jammer dat men met quota moet werken. De spreker feliciteert terloops alle vrouwen die vandaag al hun grote kwaliteiten als openbare mandatarissen tonen. De spreker vraagt of men rekening moet houden met de OCMW-voorzitter bij de samenstelling van het college. *Quid* de voorzitter van de gemeenteraad ? Misschien zou dat moeten worden toegelicht tijdens de besprekingen.

Mevrouw Joëlle Milquet wijst erop dat het voorzitterschap van een gemeenteraad geen uitvoerend mandaat is. Het zou jammer zijn om het te integreren in de twee derde/een derde-berekening, want dat zou misschien kunnen beletten dat een vrouw een uitvoerend mandaat opneemt. Het is daarentegen relevant om de kwestie van de OCMW-voorzitter aan te kaarten.

M. Fouad Ahidar précise qu'en Flandre, le président du CPAS est déjà considéré comme un échevin.

M. Emmanuel De Bock revient sur la question de l'échevin flamand surnuméraire. Il y a des communes où l'échevin flamand n'est pas surnuméraire. Ce serait donc dommage d'en mettre un hors quota. Par ailleurs, il y a une question de chiffres : il est clair que s'il y a neuf échevins dans un collège, il faut au moins trois femmes. Mais s'il y en a huit, quel est le nombre de femmes qu'il faut fournir ? Deux ou trois ?

La présidente précise que cette question de la décimale est prévue par le texte wallon, mais n'est pas prévue dans le présent texte.

Mme Barbara Trachte signale que deux tiers de huit, c'est 5,33. Il faut donc cinq hommes et trois femmes.

M. Emmanuel De Bock attire l'attention de la commission sur le fait qu'il ne faudrait pas qu'il y ait des effets pervers à ce texte. Cela risquerait d'entraîner par ailleurs un transfert de compétences indésiré entre les différents membres du collège.

Par ailleurs qu'en est-il au niveau de la sanction ? Que se passe-t-il si les conditions ne sont pas remplies ? Doit-on considérer qu'au cas où un collège n'est pas constitué valablement d'au moins un tiers de femmes, ses décisions seraient nulles ? Et dans ce cas, qu'en est-il si un échevin décède et qu'il n'est pas remplacé dans les deux mois ? Il y a déjà une controverse à ce sujet. Par ailleurs, qu'en est-il en cas de remplacement ? En effet, prenons l'exemple du seul élu flamand qui est échevin et qui deviendrait du jour au lendemain ministre. Dans ce cas il serait empêché. Que se passerait-il dans ce cas ?

M. Fouad Ahidar propose de se rallier à la proposition de la présidente et d'en discuter dans un petit groupe technique.

La présidente propose de réunir un petit groupe technique dans lequel on pourrait réfléchir à tous les cas de figure. Il faudrait déjà intégrer le président du CPAS dans le calcul du tiers. Autre exception à la règle à prévoir : si, dans une liste, il n'y a que des personnes du même sexe, on peut y déroger.

Mme Barbara Trachte marque son accord pour constituer un groupe de travail, mais souhaite que la commission vote dès aujourd'hui sur le texte proposé.

De heer Fouad Ahidar preciseert dat de OCMW-voorzitter in Vlaanderen al als een schepen wordt beschouwd.

De heer Emmanuel De Bock komt terug op de kwestie van de extra Vlaamse schepen. Er zijn gemeenten waar de Vlaamse schepen geen extra schepen is. Het zou dus jammer zijn dat er een schepen buiten het quotum wordt geplaatst. Voorts is er een rekenkundige kwestie : het is duidelijk dat, als het college negen schepenen telt, er minstens drie vrouwen nodig zijn. Als er echter acht schepenen zijn, hoeveel vrouwen zijn er dan nodig ? Twee of drie ?

De voorzitter preciseert dat de Waalse tekst rekening houdt met de cijfers na de komma, maar de voorliggende tekst niet.

Mevrouw Barbara Trachte wijst erop dat twee derde van acht 5,33 is. Er zijn dus vijf mannen en drie vrouwen nodig.

De heer Emmanuel De Bock vestigt de aandacht van de commissie op het feit dat de tekst geen averechtse gevolgen mag hebben. Dat zou bovendien kunnen leiden tot een ongewenste overdracht van bevoegdheden tussen de verschillende leden van het college.

Hoe staat het voorts met de sanctie ? Wat gebeurt er als er niet voldaan wordt aan de voorwaarden ? Moet men van oordeel zijn dat de beslissingen van een college dat niet geldig samengesteld is met minstens een derde vrouwen, nietig zijn ? Wat gebeurt er in dat geval wanneer een schepen overlijdt en niet vervangen wordt binnen twee maanden ? Daarover bestaat al een controverse. Wat gebeurt er voorts in geval van vervanging ? Laten we het voorbeeld nemen van de enige Vlaamse gekozene die schepen is en van de ene dag op de andere minister wordt. In dat geval zou hij verhinderd zijn. Wat zou er dan gebeuren ?

De heer Fouad Ahidar stelt voor om verder te werken op basis van het voorstel van de voorzitter en het in een kleine technische werkgroep te bespreken.

De voorzitter stelt voor een kleine technische werkgroep bijeen te roepen waarin men over alle mogelijke gevallen zou kunnen nadenken. De OCMW-voorzitter zou al geïntegreerd moeten worden in de berekening van het derde. Ook de uitzondering op de regel ingeval er op een lijst enkel personen van hetzelfde geslacht staan, moet worden geregeld.

Mevrouw Barbara Trachte stemt ermee in een werkgroep op te richten, maar ze wenst dat de commissie vandaag over het voorstel stemt.

M. Fouad Ahidar estime qu'il vaut mieux avancer en consensus.

M. Alain Courtois estime qu'il y a quand même un problème fondamental à régler.

La présidente estime qu'il ne faut pas faire d'exception de type linguistique mais une exception générale en cas de liste unisexe.

M. Emmanuel De Bock rappelle que dans une commune, il est possible qu'il y ait des listes où il n'y a qu'un seul homme avec plusieurs femmes. Par ailleurs, il y a dans les groupes des personnes comme des pensionnés ou des fonctionnaires qui sont élus mais qui n'ont pas nécessairement envie de monter au collège. Il faut respecter ce souhait. Si on est obligé de faire monter une femme et qu'elle refuse, il ne faut pas que ça se répercute sur les autres groupes politiques, et faire démissionner leurs membres. Il ne faudrait pas faire évincer un échevin d'une autre liste.

M. Bruno De Lille estime qu'il faut faire attention à ce type de raisonnements. On risque de mettre la pression sur les femmes. Il faut que l'obligation porte sur les partis. Sinon on risque de mettre la pression sur les élues féminines.

Mme Caroline Désir estime qu'on ne peut pas anticiper chaque cas particulier. Lorsqu'on est élu, on peut toujours être amené à exercer un mandat exécutif. On est ici dans un objectif minimaliste, qui est la présence de seulement un tiers de femmes. Pour le reste, il faut avancer et voter rapidement ce texte de proposition d'ordonnance, afin qu'il puisse être d'application pour les prochaines élections communales. C'est pourquoi la députée se rallie à la proposition de la présidente de réunir un groupe de travail au plus vite.

*
* *

La présidente explique qu'un groupe de travail s'est réuni à plusieurs reprises pour étudier le moyen de trouver un compromis. Ce groupe de travail a mené un travail minutieux et constructif, qui a permis de rapprocher les points de vue. Le résultat auquel a abouti ce groupe de travail est le dépôt d'un amendement n° 4 remplaçant l'entièreté de la proposition et allant dans le même sens.

Mme Barbara Trachte explique que l'amendement n° 4 est le résultat d'un compromis qui a pu aboutir. L'intervenante remercie tous ses collègues qui ont participé à l'élaboration de cet amendement. Le but recherché est d'accroître la présence des femmes dans les collèges

De heer Fouad Ahidar vindt het beter om in consensus verder te werken.

De heer Alain Courtois vindt dat er toch een fundamenteel probleem moet worden geregeld.

De voorzitter vindt dat er geen uitzondering op grond van taal, maar een algemene uitzondering in geval van een unisekse lijst moet worden gemaakt.

De heer Emmanuel De Bock wijst erop dat het in een gemeente mogelijk is dat er lijsten zijn waarop slechts één man en meerdere vrouwen staan. Voorts zijn er in de fracties gekozen gepensioneerden of ambtenaren die niet noodzakelijk zitting willen nemen in het college. Men moet hun wens respecteren. Als men ertoe verplicht wordt een uitvoerend mandaat te verlenen aan een vrouw en deze laatste weigert, dan mag dat geen gevolgen hebben voor de andere politieke fracties en er niet toe leiden dat hun leden ontslag moeten nemen. Een schepen van een andere lijst zou daarvan niet het slachtoffer mogen worden.

De heer Bruno De Lille vindt dat men moet oppassen met dat soort redeneringen. Het gevaar bestaat dat de vrouwen dan onder druk worden gezet. De verplichting moet voor de partijen gelden. Zo niet worden de gekozen vrouwen onder druk gezet.

Mevrouw Caroline Désir vindt dat men niet kan vooruitlopen op elk bijzonder geval. Wanneer men gekozen is, bestaat altijd de kans dat men een uitvoerend mandaat opneemt. We hebben hier te maken met een minimalistische doelstelling, namelijk de aanwezigheid van een derde vrouwen. Voor het overige moet men er vaart achter zetten en het voorstel van ordonnantie snel aannemen, opdat het kan worden toegepast bij de volgende gemeenteraadsverkiezingen. Daarom schaart de volksvertegenwoordiger zich achter het voorstel van de voorzitter om zo snel mogelijk een werkgroep bijeen te roepen.

*
* *

De voorzitter deelt mee dat een werkgroep herhaaldelijk bijeengekomen is om te onderzoeken hoe een compromis kan worden bereikt. De werkgroep heeft minutieus en constructief werk verricht en is erin geslaagd de standpunten te verzoenen. Dat werk heeft geleid tot de indiening van amendement nr. 4, dat het hele voorstel vervangt en in dezelfde richting gaat.

Mevrouw Barbara Trachte licht toe dat amendement nr. 4 het resultaat is van een compromis dat kon bereikt worden. De spreekster bedankt al haar collega's die hebben deelgenomen aan het opstellen van dit amendement. Het is de bedoeling de aanwezigheid van de vrouwen in de

communaux. Quant à la recommandation du Conseil de l'Europe de ne pas changer les règles électorales un an avant les élections, il s'agit d'une règle qui n'est pas juridiquement contraignante, mais qui, en vertu du principe de prévisibilité, ne doit pas être négligée.

La députée détaille les différents points résultant de cet amendement n° 4. L'article 3 (nouveau) définit un principe de parité au sein du collège. Le § 2 de cet article prévoit une dérogation à partir du moment où un tiers au moins des membres du collège sont de l'un ou de l'autre sexe. Pour calculer cette proportion d'un tiers, le président du CPAS peut être comptabilisé et l'échevin dit échevin Lombard peut ne pas être comptabilisé dans cette proportion.

Le § 3 se réfère à l'hypothèse certes rarissime qui pourrait arriver, dans le cas où dans la construction d'une majorité, il n'y aurait pas assez de femmes élues pour que la liste soit paritaire. Il faut alors présenter d'abord les femmes, et ensuite les hommes.

Le § 4 prévoit le cas du remplacement d'un échevin en cours de législature. Dans certains cas particuliers, explicitement précisés dans le texte, il est possible de déroger à cette proportion.

Mme Viviane Teitelbaum salue le travail du groupe de travail. Ce texte n'est pas très contraignant, mais il donne un signal important pour changer les mentalités. Le Conseil d'État va encore analyser ce texte et devrait être en mesure de trancher. Les quotas sont une mesure transitoire. Il faudrait arriver à ce qu'il n'y ait plus besoin de quotas. Le but n'est pas d'utiliser toutes les dérogations possibles pour avoir un résultat minimaliste, mais il s'agit surtout d'éviter les blocages qui pourraient survenir dans les communes.

Mme Caroline Désir se réjouit de ce consensus qui a pu être atteint. Le groupe de travail a pu travailler de manière constructive et imaginative. C'est bien la preuve que l'on peut encore dépasser les clivages idéologiques afin d'arriver à un consensus. Il faut également reconnaître l'implication des hommes dans ce processus.

M. Emmanuel De Bock est ravi du compromis atteint : on part d'un objectif prioritaire, qui est la parité pour en arriver au moins à ce qu'un tiers de femmes ou d'hommes siègent dans les collèges. Ce faisant, on ne punit pas les communes qui ont déjà réalisé cet équilibre, comme c'est le cas à Ixelles. Le but de cette législation est de forcer les communes qui sont encore et toujours réticentes à l'heure actuelle à assurer une présence équilibrée de femmes et d'hommes au sein de leur collège. L'objectif prévu dans

gemeentecolleges te verhogen. De aanbeveling van de Raad van Europa om de verkiezingsregels niet een jaar voor de verkiezingen te wijzigen is niet juridisch bindend, maar is op grond van het voorspelbaarheidsprincipe niet onbelangrijk.

De volksvertegenwoordiger beschrijft uitvoerig de verschillende punten die voortvloeien uit dat amendement nr. 4. Artikel 3 (nieuw) bepaalt een principe van pariteit binnen het college, en § 2 van dat artikel voorziet in een afwijking vanaf het moment dat ten minste een derde van de leden van het college tot het ene of het andere geslacht behoort. Voor de berekening van dat derde, mag de voorzitter van het OCMW meegerekend worden, de « Lombardschepen » niet.

In § 3 wordt verwezen naar het weliswaar zeldzaam geval dat zich kan voordoen, te weten dat bij het vormen van een meerderheid niet genoeg vrouwen verkozen worden opdat de lijst paritair is. Dan moeten eerst de vrouwen voorgedragen wordt, en vervolgens de mannen.

In § 4 wordt voorzien in het geval van vervanging van een schepen tijdens de zittingsperiode. In sommige bijzondere gevallen, die uitdrukkelijk worden verduidelijkt in de tekst, is het mogelijk af te wijken van voormelde verhouding.

Mevrouw Viviane Teitelbaum looft het werk van de werkgroep. Deze tekst is niet zeer bindend, maar geeft een belangrijk signaal om de mentaliteit te veranderen. De Raad van State gaat deze tekst nog analyseren en zou knopen moeten kunnen doorhakken. De quota vormen een overgangsmaatregel ; men zou ervoor moeten zorgen dat ze niet langer nodig zijn. Het is niet de bedoeling gebruik te maken van alle mogelijke afwijkingen om een minimalistisch resultaat te bekomen, maar vooral om blokkeringen te voorkomen die zich zouden kunnen voordoen in de gemeenten.

Mevrouw Caroline Désir verheugt zich over de consensus die kon bereikt worden. De werkgroep heeft op constructieve en vindingrijke wijze kunnen werken. Dat is wel degelijk het bewijs dat de ideologische kloven nog kunnen overschreden worden om tot een consensus te komen. Tevens moet erkend worden dat de mannen bij dit proces betrokken zijn.

De heer Emmanuel De Bock verheugt zich ten zeerste over het bereikte compromis : men vertrekt van een prioritaire doelstelling, te weten de pariteit, om ertoe te komen dat ten minste een derde vrouwen of mannen in de colleges zetelen. Op die manier worden de gemeenten die dit evenwicht al bereikt hebben, zoals Elsene bijvoorbeeld, niet gestraft. Deze wetgeving heeft tot doel de gemeenten die thans nog altijd aarzelen om te zorgen voor een evenwichtige aanwezigheid van vrouwen en mannen binnen hun

cette nouvelle législation devrait être rencontré naturellement grâce au principe de la tirette, qui sera d'application à partir des prochaines élections communales.

M. René Coppens déclare que les femmes sont correctement représentées au sein de son parti. Le député soutient toutefois cette proposition.

Il souligne également que son groupe veut demander l'avis du Conseil d'État afin qu'il évalue l'impact de cette proposition sur les différents groupes linguistiques. Cette demande a été proposée lors du groupe de travail. Celui-ci a marqué son accord. Ainsi, après la réponse du Conseil d'État, son groupe proposera peut-être des amendements.

La présidente n'a pas d'objection à ce que la commission demande au président du Parlement de demander l'avis de la section législation du Conseil d'État à propos du texte contenu dans l'amendement n° 4. Les questions soulevées par M. Coppens seront posées de manière claire et neutre au Conseil d'État.

Mme Martine Payfa se dit défavorable aux quotas, mais elle reconnaît que c'est un mal nécessaire. La proposition telle que déposée était inapplicable et aurait posé des problèmes insolubles dans le fonctionnement des communes. L'objectif atteint par cet amendement est encore meilleur que la proposition de départ, car on vise ici la parité. La volonté y est et c'est encore plus encourageant que l'objectif un tiers/deux tiers. L'intérêt, c'est que les communes qui sont le plus en retard en la matière devront remédier à ce manque. À cet égard, la députée pointe qu'à Watermael-Boitsfort seules deux femmes sur huit siègent au collège. Ce n'est plus acceptable par les temps qui courent.

Pour Mme Cieltje Van Achter, il est important que les collèges soient mixtes et qu'ils comptent un nombre proportionnel d'hommes et de femmes. C'est l'évidence même. Toutefois, l'oratrice ne peut se rallier à cette proposition. En effet, tout le monde est convaincu de l'objectif et de la nécessité de légiférer à ce sujet. Mais il n'est pas nécessaire d'établir des quotas.

L'oratrice a bien entendu que dans l'avis du Conseil d'État il sera demandé ce qu'il en est du sort de l'échevin néerlandophone. Celui qui joue le rôle de « Flamand de service ». Mais c'est l'électeur qui doit rester maître du jeu et qui doit pouvoir décider *in fine* qui il désire élire. Il faut dans les collèges des échevins flamands compétents, et il est nécessaire de respecter le choix de l'électeur.

M. Bruno De Lille se réjouit d'avoir pu mener cette discussion dans cette commission. Lorsque l'on voit tous les

college, daartoe te verplichten. De doelstelling van deze nieuwe wetgeving zou op natuurlijke wijze moeten worden bereikt dankzij het ritsprincipe, dat vanaf de volgende gemeenteraadsverkiezingen van toepassing zal zijn.

De heer René Coppens verklaart dat binnen zijn partij de vrouwen behoorlijk vertegenwoordigd zijn. Toch steunt de volksvertegenwoordiger dit voorstel.

Tevens benadrukt hij dat zijn fractie het advies van de Raad State wil vragen, teneinde de weerslag van dit voorstel op de verschillende taalgroepen te evalueren. Dat werd voorgesteld tijdens de werkgroep, die daarover zijn instemming heeft geuit. Na het antwoord van de Raad van State zal zijn fractie misschien amendementen voorstellen.

De voorzitter uit geen enkel bezwaar tegen de vraag van de commissie aan de voorzitter van het Parlement om het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State te vragen over amendement nr. 4. De door de heer Coppens geuite vragen zullen op duidelijke en neutrale wijze aan de Raad van State worden gesteld.

Mevrouw Martine Payfa zegt dat ze tegen de quota is, maar erkent dat het een noodzakelijk kwaad is. Het ingediende voorstel was ontoepasbaar en zou geleid hebben tot onoplosbare problemen bij de werking van de gemeenten. Het met dit amendement bereikte doel is nog beter dan het aanvankelijke voorstel, want hier wordt pariteit beoogd, wat nog altijd bemoedigender is dan een derde/twee derde. Belangrijk is dat de gemeenten die op dat vlak het meest achterstand hebben, daaraan iets zullen moeten doen. De volksvertegenwoordiger verwijst ter zake naar Watermaal-Bosvoorde, waar het college slechts 2 vrouwen telt op 8 zetels. Dat is in deze tijden niet langer aanvaardbaar.

Voor mevrouw Cieltje Van Achter is het belangrijk dat de colleges gemengd zijn en een evenredig aantal mannen en vrouwen tellen. Dat spreekt vanzelf. De spreekster kan zich echter niet achter dit voorstel scharen. Iedereen is immers overtuigd van de doelstelling en van de nood aan wetgeving ter zake, maar het is niet nodig quota te bepalen.

De spreekster heeft wel gehoord dat in het advies van de Raad van State zal worden gevraagd wat er gaat gebeuren met de Nederlandstalige schepen, de « Vlaming van dienst ». De kiezer moet echter meester van het spel blijven en moet uiteindelijk kunnen beslissen wie hij wenst te verkiezen. In de colleges zijn competente Vlaamse schepenen nodig, en de keuze van de kiezer moet in acht genomen worden.

De heer Bruno De Lille is blij dat dit debat kon gehouden worden in deze commissie. Als men alle partijen

partis au pouvoir, il y a une différence entre ce que les partis veulent et la réalité telle qu'elle est. Ici, il s'agit de prendre nos responsabilités en établissant une règle législative pour faire en sorte que les collèges soient mixtes. Du point de vue intellectuel, on peut dire « il ne faut pas établir de quotas », mais la réalité c'est qu'il faut toujours faire en sorte que cette volonté aboutisse. Les femmes doivent avoir autant de chances que les hommes d'accéder à la politique. Il ne s'agit pas seulement d'avoir au sein des collèges une « femme de service ». On veut ici une présence équilibrée d'hommes et de femmes, ce n'est pas le lieu pour faire du protectionnisme par rapport à l'échevin flamand, ni surtout pour en faire un problème communautaire.

M. Paul Delva estime que le texte de cet amendement est un bon compromis. Mais la mise en pratique risque d'être compliquée. À cet égard, trois paramètres sont centraux pour garantir la parité entre hommes et femmes et, d'autre part, obtenir la garantie pour les hommes et les femmes d'arriver à un représentation de deux tiers au collège et la possibilité pour le président du CPAS et de l'échevin lombard d'être hors quota. Enfin, il y a une garantie de bilinguisme dans nos collèges.

L'article 46 de la loi spéciale et l'article 279 de la nouvelle loi communale doivent être garantis. Et il serait intéressant d'entendre l'avis du Conseil d'État à ce propos.

La présidente exprime tout son soutien par rapport à cette proposition non seulement ambitieuse dans son objectif, mais qui exprime ce que l'on veut avec une grande flexibilité. La commission demandera que le président demande l'avis du Conseil d'État dans les trente jours, en reprenant autant que ce faire se peut les remarques émises par M. Coppens. (*Assentiment*)

Mme Cieltje Van Achter attire l'attention sur une faute de traduction au § 3.

M. Emmanuel De Bock souhaite rajouter une phrase à la justification. (*Assentiment*)

*
* *

La présidente Joëlle Milquet résume les travaux qui ont précédé. Différents groupes de travail se sont déjà penchés sur la proposition d'ordonnance. On a déposé un amendement n° 4 qui recueille un large soutien. Ensuite, on a demandé l'avis du Conseil d'État, qui n'a pas fait de remarques sur le respect de lois spéciales. Par contre, le Conseil d'État avait une remarque sur la liberté individuelle de tout conseiller communal de se porter candidat ou pas en

aan de macht bekijkt, bestaat er een verschil tussen wat de partijen willen en de realiteit. Hier gaat het erom onze verantwoordelijkheden te nemen door een wetgevende regel te bepalen en aldus ervoor te zorgen dat de colleges gemengd worden. Op intellectueel vlak kan men zeggen « dat geen quota moeten worden bepaald », maar de realiteit is dat altijd gezorgd moet worden dat deze wens vervuld wordt. Vrouwen moeten evenveel kans hebben als mannen om toegang te krijgen tot de politiek. Het gaat er niet enkel om dat er binnen de colleges een « vrouw van dienst » is. Hier gaat het om een evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen, en is er geen plaats voor protectionisme inzake de Vlaamse schepen, en het is zeker niet de bedoeling om een communautair probleem te creëren.

Volgens de heer Paul Delva is de tekst van dit amendement een goed compromis. De uitwerking dreigt ingewikkeld te worden. In dat verband staan drie parameters centraal om het evenwicht tussen mannen en vrouwen te garanderen, anderzijds biedt het de waarborg om te komen tot een derde vertegenwoordiging voor vrouwen of mannen in het college, waarbij het de mogelijkheid biedt voor de OCMW-voorzitter en/of de Lombardschepen om buiten het quotum te blijven. Ten slotte waarborgt de tekst de tweetaligheid in onze colleges.

Artikel 46 van de bijzondere wet en artikel 279 van de nieuwe gemeentewet moeten worden gewaarborgd. Voorts zou het interessant zijn het advies om de Raad van State ter zake te horen.

De voorzitter zegt dit voorstel ten volle te steunen. Niet alleen heeft het een ambitieuze doelstelling, maar het verwoordt wat men wil op zeer flexibele wijze. De commissie zal vragen dat de voorzitter het advies van de Raad van State vraagt binnen 30 dagen, en zal daarbij zoveel mogelijk de opmerkingen van de heer Coppens in aanmerking nemen. (*Instemming*)

Mevrouw Cieltje Van Achter vestigt de aandacht op een vertaalfout in § 3.

De heer Emmanuel De Bock wenst een zin toe te voegen aan de verantwoording. (*Instemming*)

*
* *

Voorzitter Joëlle Milquet geeft een samenvatting van de voorbije werkzaamheden. Verschillende werkgroepen hebben zich reeds over het voorstel van ordonnantie gebogen. Er werd een breed gedragen amendement nr. 4 ingediend. Er werd daarop een advies gevraagd aan de Raad van State. Op de naleving van de bijzondere wetten werden geen opmerkingen gemaakt. De Raad had wel een bemerking over de individuele vrijheid van ieder

tant que bourgmestre, échevin ou président de CPAS. Un sous-amendement est donc nécessaire.

Mme Zoé Genot dit qu'il y a plusieurs possibilités pour répondre aux remarques du Conseil d'État. Si une personne du sexe le moins représenté ne souhaite pas exercer de fonction plus élevée que celle de conseiller communal, on ne peut pas l'y contraindre. Mais on doit poser expressément la question à l'intéressé et l'éventuel refus qui y fait suite doit également être expressément donné. Son groupe propose dès lors de l'intégrer explicitement dans le texte.

M. Emmanuel De Bock indique que le Conseil d'État avait également une remarque sur le § 4 du nouvel article 16. Par souci de cohérence, il faut un sous-amendement pour remédier aux deux points soulevés par le Conseil d'État.

À cet égard, l'orateur cite l'exemple de la ville de Mons. À Bruxelles aussi, on pourrait se dire qu'on ne remplace pas un échevin démissionnaire pour diverses raisons. Ces raisons peuvent être de conserver une parité des sexes ou de maintenir un statu quo dans le nombre d'échevins existant. L'orateur estime que, dans ce cas, on doit laisser la faculté au conseil communal de peut-être continuer à fonctionner avec un échevin en moins.

M. Bruno De Lille n'a *a priori* pas d'objection à l'idée de M. De Bock. Mais il craint qu'alors, on ne se prononce dans l'ordonnance sur l'interprétation du nombre d'échevins nécessaire. Ce débat n'a pas lieu d'être aujourd'hui et nous ne disposons pas non plus d'un avis juridique à cet égard. L'orateur plaide pour une formulation assez ouverte.

M. Marc-Jean Ghyssels se réfère à l'avis du Conseil d'État et il argue qu'il y a une différence entre « marquer son accord » et « refuser d'exercer un mandat ». Marquer son accord, c'est poser un geste positif : on pose volontairement le geste de marquer son accord. Par contre, demander à quelqu'un de refuser est une tout autre chose.

Si on entend répondre au Conseil d'État, on doit indiquer que « marquer son accord » signifie que le candidat contresigne explicitement sa présentation à une fonction exécutive (bourgmestre, échevin, président de CPAS). Faute de quoi, il ne rentre pas dans les conditions.

Mme Caroline Désir se demande ce qu'implique alors concrètement « refuser expressément au préalable par écrit ». À quel moment et à qui ce refus est-il exprimé ? Il faut le préciser.

gemeenteraadslid om zich al dan niet kandidaat te stellen als burgemeester, schepen of OCMW-voorzitter. Hiervoor is een subamendement nodig.

Mevrouw Zoé Genot stelt dat er verschillende mogelijkheden bestaan om op de opmerkingen van de Raad van State te antwoorden. Indien een persoon van het minst sterke geslacht geen hoger ambt dan dat van gemeenteraadslid wenst uit te oefenen, kunnen we die persoon daartoe niet dwingen. De vraag moet wel expliciet aan de betrokkene gesteld worden, evenals de eventueel erop volgende weigering. Haar fractie stelt dan ook voor om dit expliciet in de tekst op te nemen.

De heer Emmanuel De Bock geeft aan dat de Raad van State ook een opmerking op § 4 van het nieuwe artikel 16 had. Omwille van de samenhang moet een subamendement aan beide opmerkingen van de Raad van State verhelpen.

In verband hiermee haalt de spreker het voorbeeld van de stad Bergen aan. Ook in Brussel zou de redenering kunnen ontstaan dat men om diverse redenen een ontslagnemend schepen niet vervangt. De redenen kunnen zijn : een geslachtelijke pariteit behouden of het behoud van een status quo in het bestaande schepenaantal. De spreker is van mening dat men in dat geval de vrijheid aan de gemeenteraad moet laten om misschien met één schepen minder verder te besturen.

De heer Bruno De Lille heeft *a priori* geen bezwaar tegen het idee van de heer De Bock. Hij vreest wel dat we dan in de ordonnantie uitspraken doen over de interpretatie van het nodige aantal schepenen. Dit debat hoort hier nu niet thuis en we hebben daarover ook geen juridisch advies in handen. De spreker pleit voor een formulering die open genoeg is.

De heer Marc-Jean Ghyssels verwijst naar het advies van de Raad van State en stelt dat er een verschil is tussen « instemmen » en « weigeren om een ambt uit te oefenen ». Bij een instemming gaat het om een positieve stap : men doet een vrijwillige daad om in te stemmen. Iemand vragen om te weigeren is daarentegen iets gans anders.

Indien we een antwoord willen bieden op de Raad van State, moet we aanduiden dat « instemmen » betekent dat de kandidaat expliciet zijn voordracht voor een uitvoerend ambt (burgemeester, schepen, OCMW-voorzitter) tegentekent. Doet hij dit niet, dan valt hij niet onder de voorwaarden.

Mevrouw Caroline Désir vraagt zich af wat « voorafgaandelijk schriftelijk weigeren » dan concreet inhoudt. Op welk moment en aan wie ? Dit moet verduidelijkt worden.

M. Alain Destexhe déclare qu'il votera le texte final, mais il souhaite à tout le monde beaucoup de plaisir la nuit des élections pour composer les collèges.

La présidente résume le débat. Il y a plusieurs possibilités pour répondre aux remarques du Conseil d'État.

M. Serge de Patoul déplore la méthode de travail improvisée. Il souhaite mettre en place un cadre précis qui soit aussi applicable. Dans la situation actuelle, certains élus doivent accéder automatiquement à une fonction au sein de la majorité parce qu'ils sont du sexe le moins représenté. Il souligne le danger de cette proposition, combinée à un éventuel vote futur sur le décumul.

En l'état, le texte entend autoriser une personne à pouvoir dire qu'elle n'est pas d'accord d'exercer une autre fonction. Plutôt qu'une double négation, il serait plus logique d'adopter une attitude positive, à savoir que cette personne s'engage à accepter la fonction. Mais cette personne n'en est pas pour autant élue ! Un élément de base de la démocratie, c'est tout de même également qu'un conseil communal doit pouvoir se prononcer sur l'ensemble des candidats proposés à une fonction d'échevin !

Deuxièmement, l'orateur redoute encore un autre scénario. Une personne n'est pas en situation d'incompatibilité, mais elle ne souhaite pas exercer d'autre fonction pour des raisons familiales, personnelles ou professionnelles. Elle l'accepte, mais démissionne aussitôt. On tombe de cette façon directement dans le cas des exceptions pour son remplacement.

Mme Caroline Désir déclare que la discussion ne concerne en réalité qu'un tiers des élus et qu'on ne doit donc pas craindre de scénarios catastrophe. Deuxièmement, elle ne comprend pas pourquoi on désignerait un échevin malgré lui ; il doit en effet toujours prêter serment.

M. Emmanuel De Bock propose de reprendre littéralement le texte du Conseil d'État pour résoudre le problème.

La présidente propose d'élaborer un sous-amendement en groupe de travail technique. (*Assentiment*)

*
* *

La présidente Joëlle Milquet explique en sa qualité de cosignataire les sous-amendements 5, 6 et 7 à l'amendement

De heer Alain Destexhe stelt de uiteindelijke tekst te zullen stemmen, maar hij wenst iedereen veel plezier tijdens de nacht na de verkiezingen om de colleges te gaan samenstellen.

De voorzitter vat het debat samen. Er zijn meerdere mogelijkheden om de opmerkingen van de Raad van State te beantwoorden.

De heer Serge de Patoul bekritiseert de geïmproviseerde werkwijze. Hij wenst tot een precies kader te komen dat ook toepasbaar is. We bevinden ons nu in een situatie waarbij bepaalde verkozenen, omdat zij tot het minst sterke geslacht behoren, binnen de meerderheid automatisch tot een functie toegang moeten hebben. Hij wijst op het gevaar van de combinatie van dit voorstel met een eventuele toekomstige stemming over de decumul.

Zoals de tekst nu voorligt, wil men de toelating aan iemand geven om te kunnen zeggen dat hij niet akkoord gaat om een andere functie op te nemen. In plaats van een dubbele negatie zou het logischer zijn om een positieve houding aan te nemen, namelijk dat er bij die persoon een engagement bestaat om de functie op te nemen. Maar die persoon is daarom nog niet verkozen ! Een element van basisdemocratie is toch ook dat een gemeenteraad zich moet kunnen uitspreken over het geheel van tot een schepenambt voorgestelde kandidaten !

Ten tweede vreest de spreker nog een ander scenario. Een persoon bevindt zich niet in een situatie van onverenigbaarheid, maar wil om beroeps-, persoonlijke of familiale redenen geen ander ambt opnemen. Hij aanvaardt het ambt toch, maar neemt direct ontslag. Op die manier komen we direct in het geval van de uitzonderingen voor diens vervanging.

Mevrouw Caroline Désir stelt dat de discussie eigenlijk maar gaat over één derde van de verkozenen. We moeten dus niet bang zijn voor doemscenario's. Ten tweede begrijpt zij niet waarom een schepen tegen zijn wil aangeduid zou worden ; hij moet immers altijd de eed afleggen.

De heer Emmanuel De Bock stelt voor om de letterlijke tekst van de Raad van State over te nemen om de problematiek op te lossen.

De voorzitter stelt voor om een subamendement in een technische werkgroep uit te werken. (*Instemming*)

*
* *

Voorzitter Joëlle Milquet licht als medeondertekenaar de subamendementen 5, 6 en 7 op amendement nr. 4 toe,

n° 4, qui ont déjà fait l'objet d'une discussion partielle lors de la commission précédente et en réunion de travail, et qui répondent aux remarques du Conseil d'État.

Sur le problème de l'accord : on ne pouvait pas imposer une proposition de candidature à des personnes qui ne souhaitaient pas marquer leur accord. Le sous-amendement n° 5 propose de modifier l'article 15, § 1er, alinéa 1er, de la Nouvelle loi communale. Désormais tout acte de candidature devra systématiquement recueillir l'accord exprès du candidat. Par ailleurs, l'ensemble des actes de candidature devra respecter les règles de parité prévues à l'article 16.

M. Emmanuel De Bock demande si on est bien dans l'installation et pas dans le cas du remplacement.

Mme Joëlle Milquet le confirme. Le texte le mentionne du reste clairement.

Le sous-amendement n° 6 répond à la remarque du Conseil d'État concernant le libre arbitre du candidat.

Le sous-amendement n° 7 répond à une remarque de M. de Patoul concernant le remplacement d'une personne qui n'a pas été élue par le conseil. Dans ce cas, cette personne peut être remplacée par une personne d'un autre sexe. Cette possibilité supplémentaire est ajoutée aux trois cas d'exception déjà envisagés.

M. Emmanuel De Bock déclare qu'il votera les sous-amendements mais qu'il a encore une remarque au sujet du § 3 de l'article 3 en projet. Il y avait un accord pour fixer le quota à un tiers/deux tiers sur chaque liste individuelle en cas de problème, et pas sur l'ensemble des listes de la majorité.

Mme Joëlle Milquet répond qu'il s'agit ici d'une obligation collective. Nul n'échappe à la règle.

M. Emmanuel De Bock dit que si le choix des échevins pose problème à un moment donné et qu'on ne parvient pas à respecter cette obligation, on devra se tourner vers la liste de l'autre groupe. Autrement dit : on perd un échevin au profit d'un autre groupe de la majorité si on ne peut satisfaire à l'obligation au sein de sa propre liste. L'orateur y voit un problème au regard de l'accord de majorité et de l'équilibre entre les listes.

die reeds gedeeltelijk tijdens de vorige commissiezitting en werkvergadering besproken werden en die een antwoord bieden op de opmerkingen van de Raad van State.

Inzake de problematiek van de toestemming konden we geen voorstel van kandidatuur opleggen aan personen die die toestemming niet wensten te geven. Er wordt bij subamendement nr. 5 voorgesteld om artikel 15, § 1, eerste lid, van de Nieuwe gemeentewet te wijzigen. Voortaan zal iedere kandidatuurakte telkens het expliciet akkoord van de kandidaat moeten dragen. Ook het geheel van kandidatuurakten zal aan het geheel van pariteitsregels in artikel 16 moeten voldoen.

De heer Emmanuel De Bock vraagt of men zich dan in de installatie bevindt, en niet in geval van vervanging.

Mevrouw Joëlle Milquet bevestigt dit. Dit staat ook duidelijk in de tekst vermeld.

Het subamendement nr. 6 komt tegemoet aan de opmerking van de Raad van State in verband met de vrije wil van de kandidaat.

Het subamendement nr. 7 komt tegemoet aan een opmerking van de heer de Patoul wat de vervanging van een persoon betreft die niet door de raad gekozen is. In dat geval kan die persoon vervangen worden door iemand van een ander geslacht. Deze mogelijkheid wordt bijkomend als uitzondering toegevoegd aan de drie gevallen die reeds bestudeerd werden.

De heer Emmanuel De Bock stelt de subamendementen positief te zullen stemmen, maar heeft nog een opmerking over § 3 van het ontworpen artikel 3. Er bestond een akkoord om het quotum op één derde/twee derde te bepalen over elke individuele lijst in geval van een probleem, en niet op het geheel van de meerderheidslijsten.

Mevrouw Joëlle Milquet stelt dat het hier om een gezamenlijke verplichting gaat. Er is er niet één die aan de regel ontsnapt.

De heer Emmanuel De Bock stelt dat wanneer er zich op een bepaald ogenblik in de keuze van de schepenen een probleem stelt en men er niet toe komt deze verplichting na te komen, men naar de lijst van de andere fractie zal moeten kijken. Met andere woorden : men verliest een schepen aan een andere meerderheidsfractie indien men binnen zijn eigen lijst niet aan de verplichting kan voldoen. Dat lijkt voor de spreker een probleem te stellen inzake het meerderheidsakkoord en het evenwicht tussen de lijsten.

M. Bruno De Lille déclare qu'il y a une différence entre le moment où on présente les listes et celui où on doit, dans l'intervalle, remplacer quelqu'un.

Mme Joëlle Milquet dit que l'accord de majorité s'applique toujours. Dans l'hypothèse où un groupe de la majorité se compose entièrement de candidats d'un seul sexe, l'obligation échoira à un autre groupe. Au pire, il suffit que l'intéressé ne marque pas son accord, pour qu'on en revienne à la situation d'équilibre.

M. Bruno De Lille déclare que le § 3 porte sur l'installation et le § 4 sur le remplacement. Il n'est donc pas possible de les confondre.

Mme Viviane Teitelbaum se dit déçue et étonnée. À la signature de la proposition d'ordonnance, on partait d'un minimum d'un tiers de personnes du même sexe. Personnellement, elle estime que la sous-représentation d'un sexe pose un problème démocratique et que la parité est un facteur de démocratisation. Après amendement, le texte déposé est non seulement un déni de démocratie, mais aussi un affront à l'égalité. Les amendements pervertissent trop la parité.

La remarque de Mme Teitelbaum déplait à plusieurs membres.

M. René Coppens trouve judicieuse l'intervention de M. De Bock. En ce qui concerne le § 3, cela signifie que les listes qui affichent un bon équilibre entre les sexes des candidats seront sanctionnées au profit des listes plus uniformes.

Le compromis prévu précédemment partait d'une obligation d'un tiers au moins de candidats échevins par liste en l'absence d'un accord entre les listes. Son groupe souhaite le réintégrer dans le texte au lieu d'imposer l'obligation à toutes les listes réunies.

On a là un écheveau inextricable qui se révèlera catastrophique lors de sa mise en œuvre.

M. Serge de Patoul souhaite revenir sur un point évoqué en groupe de travail. Il esquisse le travail du secrétaire communal, qui est appelé à vérifier les candidatures. Il s'assurera d'abord que chaque candidature soit soutenue par une double majorité : parmi les élus de sa liste et parmi les conseillers communaux. Il contrôlera ensuite que l'ensemble des candidatures respecte les principes de la présente proposition d'ordonnance. Il est toutefois possible que la présidence du CPAS ait un impact en vertu de la présente ordonnance, à savoir : au moment où le secrétaire communal reçoit tous les documents des candidatures,

De heer Bruno De Lille stelt dat er een verschil is tussen het ogenblik waarop men de lijsten voorstelt en het ogenblik waarop men tussentijds iemand moet vervangen.

Mevrouw Joëlle Milquet stelt dat er nog steeds een meerderheidsakkoord geldt. In het geval waarbij een meerderheidsfractie slechts uit één sekse zou bestaan, zal de verplichting bij een andere fractie komen te liggen. In het slechtste geval volstaat het dat de betrokkene zijn akkoord niet geeft, waardoor men opnieuw in de evenwichtssituatie terechtkomt.

De heer Bruno De Lille stelt dat § 3 over de installatie gaat en § 4 over de vervanging. Er is dus geen mogelijkheid tot verwarring.

Mevrouw Viviane Teitelbaum drukt haar ontgoocheling en verwondering uit. Bij de ondertekening van het voorstel van ordonnantie werd uitgegaan van minimum één derde van hetzelfde geslacht. Persoonlijk meent zij dat de ondervertegenwoordiging van een geslacht een democratisch probleem stelt en dat pariteit een democratiseringsfactor is. De neergelegde tekst is, na amendering, niet enkel een ontkenning van de democratie maar ook een aanfluiting van de gelijkheid. De amendementen draaien de pariteit teveel om.

Verschillende leden kunnen de opmerking van mevrouw Teitelbaum niet smaken.

De heer René Coppens vindt de interventie van de heer De Bock wijs. Inzake § 3 betekent dit dat lijsten die bij hun verkozenen een goed evenwicht man/vrouw hebben, gestraft zullen worden ten voordele van eenzijdigere lijsten.

Het eerder voorziene compromis ging uit van een verplichting van ten minste één derde kandidaat-schepenen per lijst indien er tussen de lijsten geen akkoord was. Zijn fractie wenst dit terug in de tekst op te nemen in plaats van de verplichting voor alle lijsten samen op te leggen.

We bevinden ons in een onontwarbaar kluwen dat bij de uitvoering een catastrofe zal blijken.

De heer Serge de Patoul wenst een punt uit de werkgroep aan te halen. Hij schetst hoe de zaken zullen verlopen in hoofde van de gemeentesecretaris, die geroepen is om de kandidaturen na te kijken. Hij zal eerst nagaan of iedere kandidatuur een dubbele meerderheid draagt : bij de verkozenen van zijn lijst én bij de gemeenteraadsleden. Vervolgens zal hij bij het geheel van kandidaturen nagaan of de principes van dit voorstel van ordonnantie nageleefd worden. Niettemin kan het voorzitterschap van het OCMW volgens deze ordonnantie een impact hebben. Namelijk : op het ogenblik waarop de gemeentesecretaris

aucun élément en sa possession ne lui permet de savoir qui sera le futur président du CPAS. Nous devons intégrer un mécanisme à cet effet dans ce texte, fût-ce un simple engagement signé par les auteurs qui exprime une intention sur l'identité du président du CPAS.

M. Emmanuel De Bock se réfère à cet égard au dernier alinéa du § 2 de l'article 3 en projet. En accord avec Mme Joëlle Milquet, il propose de résoudre ce problème en faisant référence, dans ledit alinéa, à l'article 15, § 1er, de la Nouvelle loi communale (= sous-amendement n° 8).

M. Bruno De Lille trouve étrange qu'on parle de listes sanctionnées parce qu'elles compteraient davantage d'élues que d'autres listes. C'est inexact. Malgré le principe de la tirette intégrale, on n'a pas de prise sur les personnes qui seront finalement élues. Le raisonnement de M. René Coppens donne le sentiment qu'on prend les femmes moins au sérieux au sein du conseil communal. L'objet ici, c'est qu'une majorité soit responsable de la représentation suffisante des sexes.

L'orateur souhaite également parvenir à une parité absolue. Lors du dépôt du présent texte, bon nombre de contrarguments ont encore été utilisés afin, toutefois, de ne pas devoir le faire. Résultat final : néant. L'orateur préfère des avancées pragmatiques sur la voie de la parité. Il invite Mme Teitelbaum à en faire de même, bien que d'autres membres du groupe MR préfèrent qu'il n'y ait pas de règles.

Mme Barbara Trachte souhaite remercier tous ceux qui ont contribué à ce résultat. La matière est certes complexe, mais on n'en réalise pas moins une avancée pragmatique.

Mme Joëlle Milquet souligne que le texte wallon, approuvé par le MR, est moins ambitieux que le présent texte.

Le groupe de Mme Cieltje Van Achter ne peut pas soutenir la présente proposition, qui est devenue complexe et qui donnera la migraine aux secrétaires communaux. Elle est aussi un aveu de faiblesse. Une composition équilibrée du collège est certes importante pour tous les partis, mais il n'est pas bon de l'imposer au moyen d'un texte aussi complexe. L'oratrice se demande également ce qu'il advient du vote émis par l'électeur.

M. Fouad Ahidar espère qu'on approuvera le texte. La « démocratie » est un grand mot que nous devons respecter. C'est pourquoi on doit parfois imposer la meilleure représentation des femmes.

alle documenten van de kandidaturen ontvangt, beschikt hij over geen enkel element om te weten wie de toekomstige OCMW-voorzitter zal zijn. We moeten in deze tekst daartoe een mechanisme opnemen, al was het maar een door de indieners ondertekend engagement waarbij men een intentie aangeeft wie OCMW-voorzitter wordt.

De heer Emmanuel De Bock verwijst in dat verband naar de laatste alinea van § 2 van het ontworpen artikel 3. In samenspraak met mevrouw Joëlle Milquet stelt hij voor om dit probleem op te lossen door een verwijzing naar het artikel 15, § 1, van de Nieuwe gemeentewet in die alinea op te nemen (= subamendement nr. 8).

De heer Bruno De Lille vindt het vreemd dat er over het straffen van lijsten gepraat wordt omdat ze meer verkozen vrouwen dan andere lijsten zouden hebben. Dit klopt niet. Wie uiteindelijk verkozen wordt, heeft men, ondanks het volledige ritsprincipe, niet in de hand. De redenering van de heer René Coppens wekt de indruk de vrouwen in de gemeenteraad minder au sérieux te nemen. Het gaat er hier om dat een meerderheid voor de voldoende geslachtelijke vertegenwoordiging verantwoordelijk is.

De spreker wenst ook graag tot een absolute pariteit te komen. Bij de indiening van deze tekst werden ook weer veel tegenargumenten gebruikt om het toch maar niet te moeten doen. Het resultaat is uiteindelijk nihil. De spreker zet liever pragmatische stappen in de richting van een pariteit. Hij roept mevrouw Teitelbaum hier ook toe op, ondanks het feit dat andere leden van de MR-fractie liever geen regels willen.

Mevrouw Barbara Trachte wenst iedereen te bedanken die tot dit resultaat heeft bijgedragen. Het gaat om een complexe materie, maar niettemin wordt een pragmatische stap vooruit gezet.

Mevrouw Joëlle Milquet wijst er op dat de tekst op Waals niveau, goedgekeurd door de MR, minder ambitieus is dan deze tekst.

De fractie van mevrouw Cieltje Van Achter kan dit voorstel niet steunen. Het is ingewikkeld geworden en zal de gemeentesecretarissen kopzorgen bezorgen. Het is ook een zwaktebod. Alle partijen hechten belang aan een evenwichtig samengesteld college, maar dit opleggen met een dergelijk complexe tekst is niet goed. De spreekster vraagt zich ook af waar de stem van de kiezer naartoe is.

De heer Fouad Ahidar hoopt dat de tekst goedgekeurd wordt. « Democratie » is een groot woord dat we moeten respecteren. Af en toe moeten we de betere vertegenwoordiging van vrouwen daarom eens forceren.

Mme Brigitte Grouwels a une remarque technique au sujet du § 2, alinéa 2, deuxième tiret, de l'article 3 en projet. Elle souhaite insérer les mots «, le cas échéant, » entre le mot « peut » et les mots « ne pas être comptabilisé ».

M. Bruno De Lille et Mme Joëlle Milquet déclarent qu'on avait déjà, lors d'une précédente réunion et en concertation avec M. Paul Delva et le groupe N-VA, résolu la question et décidé de ne pas insérer les mots.

Mme Joëlle Milquet propose d'en parler éventuellement lors de la discussion en séance plénière.

Mme Viviane Teitelbaum déclare que le texte wallon, au moins, est clair et courageux. Elle signale que le vote pour la désignation d'un président de CPAS a lieu x mois après l'installation du conseil communal, par scrutin secret au demeurant. Quelle sécurité juridique offrira-t-on en la matière ? Le texte sur la table ressemble à une usine à gaz.

Le groupe de M. René Coppens s'abstiendra. Il a certes de la compréhension pour une répartition aussi équilibrée que possible au sein des collèges. Bon nombre de communes étaient entretemps sur la bonne voie. D'un autre côté, on a aujourd'hui devant nous un bidule juridique de mauvaise qualité. L'orateur ne veut pas jeter la pierre. Son groupe a effectivement collaboré à une proposition applicable. Malheureusement, il s'avère qu'une représentation par principe équitable entre les femmes et les hommes n'est pas forcément compatible avec toutes sortes de garanties intégrées et de constructions complexes. L'orateur souhaite bonne chance au secrétaire communal et aux futurs partenaires de coalition pour bien mettre tout cela en œuvre.

Mme Caroline Désir souhaite voter rapidement le texte. On l'a rendu plus complexe en réponse aux demandes de certains collègues néerlandophones. La complexité de la situation institutionnelle bruxelloise est ce qu'elle est. Ce qui compte à présent, c'est le résultat. Si certains veulent faire du surplace, c'est vraisemblablement pour des raisons fondamentales plutôt que formelles.

M. Emmanuel De Bock insiste sur la situation bruxelloise, qui n'est pas celle de la Wallonie. Il remercie l'ensemble des groupes qui ont contribué au texte.

Mme Joëlle Milquet le confirme.

Mevrouw Brigitte Grouwels heeft een technische opmerking bij § 2, tweede lid, tweede streepje, van het ontworpen artikel 3. Zij wenst het woord « desgevallend » in te voegen tussen het woord « kan » en de woorden « niet worden meegeteld ».

De heer Bruno De Lille en mevrouw Joëlle Milquet stellen dat dit reeds tijdens een vorige vergadering in samenspraak met de heer Paul Delva en de N-VA-fractie uitgeklaard was om het woord niet in te voegen.

Mevrouw Joëlle Milquet stelt voor om dit eventueel tijdens de plenaire bespreking aan te halen.

Mevrouw Viviane Teitelbaum stelt dat de Waalse tekst tenminste helder en moedig is. Zij wijst er op dat de stemming voor een OCMW-voorzitter x-maanden na de installatie van de gemeenteraad gebeurt, en bovendien bij geheime stemming. Hoe zal men hieromtrent een juridische zekerheid bieden ? De neerliggende tekst lijkt op een labyrintische constructie.

De fractie van de heer René Coppens zal zich onthouden. Hij heeft begrip voor een zo evenwichtig mogelijke spreiding in de colleges. Vele gemeenten waren ondertussen op de goede weg. Anderzijds staan we vandaag voor een juridisch misbaksel. De spreker wenst geen steen te werpen. Zijn fractie heeft immers meegewerkt aan een werkbaar voorstel. Helaas blijkt dat een principiële en billijke vertegenwoordiging tussen mannen en vrouwen niet zomaar verenigbaar is met allerlei ingebouwde waarborgen en ingewikkelde constructies. De spreker wenst veel succes aan de gemeentesecretaris en de toekomstige coalitiepartners om dit allemaal tot een goed einde te brengen.

Mevrouw Caroline Désir wenst de tekst snel te stemmen. Ze werd ingewikkelder om tegemoet te komen aan de vragen van sommige Nederlandstalige collega's. De complexe Brusselse institutionele situatie is wat ze is. Wat nu telt, is het resultaat. Indien sommigen ter plaatse trappelen, is dat waarschijnlijk om fundamentele redenen in plaats van vormelijke.

De heer Emmanuel De Bock wijst op de Brusselse situatie, die niet de Waalse is. Hij bedankt het geheel van de fracties die tot de tekst hebben bijgedragen.

Mevrouw Joëlle Milquet beaamt dit.

III. Discussion des articles et votes

Amendements nos 1 à 3

Les amendements nos 1 à 3 sont retirés par les auteurs respectifs.

Amendement n° 4

L'amendement vise à remplacer l'ensemble de la proposition d'ordonnance.

Cet amendement a été présenté et justifié dans le cadre de la discussion générale.

Il est discuté article par article.

Article 1er (en projet)

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 1er en projet est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

Article 2 (en projet)

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2 en projet est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

Article 2bis (nouveau)

Sous-amendement n° 5

Ce sous-amendement a été présenté et justifié dans le cadre de la discussion générale.

Votes

Le sous-amendement n° 5, insérant un nouvel article 2*bis* (en projet), est adopté par 12 voix et 3 abstentions.

Le nouvel article 2*bis* (en projet) est adopté par 12 voix et 3 abstentions.

Article 3 (en projet)

M. René Coppens et Mme Joëlle Milquet, présidente, apportent quelques corrections techniques. (*Assentiment*)

III. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

Amendementen nrs. 1 tot 3

De amendementen nrs. 1 tot 3 worden door de respectievelijke indieners ingetrokken.

Amendement nr. 4

Het amendement beoogt het geheel van het voorstel van ordonnantie te vervangen.

Dit amendement werd in het kader van de algemene bespreking voorgesteld en verantwoord.

Het wordt artikel per artikel besproken.

Artikel 1 (ontworpen)

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Het ontworpen artikel 1 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

Artikel 2 (ontworpen)

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Het ontworpen artikel 2 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

Artikel 2bis (nieuw)

Subamendement nr. 5

Dit subamendement werd in het kader van de algemene bespreking voorgesteld en verantwoord.

Stemmingen

Het subamendement nr. 5, dat een nieuw ontworpen artikel 2*bis* invoegt, wordt aangenomen met 12 stemmen bij 3 onthoudingen.

Het nieuw ontworpen artikel 2*bis* wordt aangenomen met 12 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 3 (ontworpen)

De heer René Coppens en mevr. Joëlle Milquet, voorzitter, brengen enkele technische correcties aan. (*Instemming*)

Sous-amendement n° 8

Ce sous-amendement a été présenté et justifié dans le cadre de la discussion générale.

Sous-amendement n° 6

Ce sous-amendement a été présenté et justifié dans le cadre de la discussion générale.

Sous-amendement n° 7

Ce sous-amendement a été présenté et justifié dans le cadre de la discussion générale.

Votes

Le sous-amendement n° 8 est adopté par 12 voix et 3 abstentions.

Le sous-amendement n° 6 est adopté par 12 voix et 3 abstentions.

Le sous-amendement n° 7 est adopté par 12 voix et 3 abstentions.

L'article 3 en projet, tel que sous-amendé et techniquement corrigé, est adopté par 11 voix et 4 abstentions.

Article 4 (en projet)

M. René Coppens apporte une correction technique. (*Assentiment*)

Vote

L'article 4 en projet, tel que corrigé techniquement, est adopté par 12 voix et 3 abstentions.

IV. Vote sur l'ensemble

L'ensemble de l'amendement n° 4, tel que sous-amendé et corrigé techniquement et qui remplace l'ensemble de la proposition d'ordonnance, est adopté par 11 voix et 4 abstentions.

– Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.

Le Rapporteur, *La Présidente*

René COPPENS Joëlle MILQUET

Subamendement nr. 8

Dit subamendement werd in het kader van de algemene bespreking voorgesteld en verantwoord.

Subamendement nr. 6

Dit subamendement werd in het kader van de algemene bespreking voorgesteld en verantwoord.

Subamendement nr. 7

Dit subamendement werd in het kader van de algemene bespreking voorgesteld en verantwoord.

Stemmingen

Het subamendement nr. 8 wordt aangenomen met 12 stemmen bij 3 onthoudingen.

Het subamendement nr. 6 wordt aangenomen met 12 stemmen bij 3 onthoudingen.

Het subamendement nr. 7 wordt aangenomen met 12 stemmen bij 3 onthoudingen.

Het ontworpen artikel 3, zoals gesubamendeerd en technisch verbeterd, wordt aangenomen met 11 stemmen bij 4 onthoudingen.

Artikel 4 (ontworpen)

De heer Réne Coppens brengt een technische correctie aan. (*Instemming*)

Stemming

Het ontworpen artikel 4, zoals technisch verbeterd, wordt aangenomen met 12 stemmen bij 3 onthoudingen.

IV. Stemming over het geheel

Het geheel van amendement nr. 4, aldus gesubamendeerd en technisch verbeterd en dat het geheel van het voorstel van ordonnantie vervangt, wordt aangenomen met 11 stemmen bij 4 onthoudingen.

– Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.

De Rapporteur, *De Voorzitter,*

René COPPENS Joëlle MILQUET

V. Texte adopté par la commission

Article 1er

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Article 2

L'article 15, § 1er, alinéa 6, de la Nouvelle loi communale est supprimé.

Article 3 (nouveau)

L'article 15, § 1er, alinéa 1er, de la Nouvelle loi communale est complété par la phrase suivante : « Pour être recevables, les actes de candidature doivent comprendre l'accord exprès du candidat et ils doivent, ensemble, respecter les règles de la parité prévues à l'article 16. ».

Article 4 (ancien article 3 en projet)

L'article 16 de la Nouvelle loi communale est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. § 1er. Il y a :

– 6 échevins, dont 3 femmes et 3 hommes, dans les communes de 20.000 à 29.999 habitants ;

– 7 échevins, dont au moins 3 échevins d'un sexe différent des autres, dans celles de 30.000 à 49.999 habitants ;

– 8 échevins, dont 4 femmes et 4 hommes, dans celles de 50.000 à 99.999 habitants ;

– 9 échevins, dont au moins 4 échevins d'un sexe différent des autres, dans celles de 100.000 à 199.999 habitants ;

– 10 échevins, dont 5 femmes et 5 hommes, dans celles de 200.000 habitants et plus.

§ 2. Il ne peut être dérogé au § 1er que si un tiers des membres du collège des bourgmestre et échevins sont au minimum de sexe différent des autres.

Pour calculer cette proportion, il peut exceptionnellement être fait usage des deux possibilités suivantes :

– le président du CPAS peut être comptabilisé dans le calcul du nombre de membres du collège des bourgmestre et échevins ;

– l'échevin premier élu parmi ceux de qui l'appartenance linguistique est minoritaire au sein du collège des bourgmestre et échevins, permettant l'application de l'article 279 de la Nouvelle loi communale et de l'article 46*bis* de la loi spéciale du 12 janvier 1989 sur les Institutions bruxelloises, peut ne pas

V. Door de commissie aangenomen tekst

Artikel 1

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Artikel 2

Artikel 15, § 1, zesde lid, van de Nieuwe gemeentewet wordt geschrapt.

Artikel 3 (nieuw)

Artikel 15, § 1, eerste lid, van de Nieuwe gemeentewet wordt aangevuld met de volgende zin : « Om ontvankelijk te zijn, moeten de kandidatuurakten het uitdrukkelijk akkoord van de kandidaat bevatten en zij moeten, samen, voldoen aan de in artikel 16 vervatte pariteitsregels. ».

Artikel 4 (oud ontworpen artikel 3)

Artikel 16 van de Nieuwe gemeentewet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 16. § 1. Er zijn :

– 6 schepenen, onder wie 3 vrouwen en 3 mannen in de gemeenten met 20.000 tot 29.999 inwoners ;

– 7 schepenen, onder wie ten minste 3 schepenen van verschillend geslacht van de anderen in de gemeenten met 30.000 tot 49.999 inwoners ;

– 8 schepenen, onder wie 4 vrouwen en 4 mannen in de gemeenten met 50.000 tot 99.999 inwoners ;

– 9 schepenen, onder wie ten minste 4 schepenen van verschillend geslacht van de anderen in de gemeenten met 100.000 tot 199.999 inwoners ;

– 10 schepenen, onder wie 5 vrouwen en 5 mannen in de gemeenten met 200.000 inwoners en meer.

§ 2. Van § 1 kan slechts worden afgeweken als ten minste een derde van de leden van het college van burgemeester en schepenen van een ander geslacht is dan de anderen.

Om die verhouding te bepalen, kan uitzonderlijk worden gebruikgemaakt van de volgende twee mogelijkheden :

– de OCMW-voorzitter kan worden meegeteld in de berekening van het aantal leden van het college van burgemeester en schepenen ;

– de eerst verkozen schepen onder hen die behoren tot de minderheidstaalgroep in het college van burgemeester en schepenen, die de toepassing mogelijk maakt van artikel 279 van de Nieuwe gemeentewet en van artikel 46*bis* van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse

être comptabilisé dans le calcul du nombre de membres du collège des bourgmestre et échevins.

Pour l'application du pourcentage visé à l'alinéa 1er, tout nombre décimal est arrondi à l'unité supérieure si le nombre décimal est supérieur à cinq.

S'il est fait usage de la possibilité prévue à l'alinéa 2, 1er tiret, du présent paragraphe, une déclaration signée par la majorité des élus du conseil signalant le candidat qui sera proposé à la présidence du CPAS est jointe aux actes de présentation visés à l'article 15, § 1er, et à l'article 18*bis*.

§ 3. Il ne peut être dérogé aux §§ 1er et 2, que si l'ensemble des listes formant la majorité ne comprend pas le nombre d'élus permettant de rencontrer les chiffres qui y sont prévus. Dans ce cas, l'ensemble des élus du sexe qui est minoritaire et qui figurent sur les listes formant la majorité sont présentés comme candidats aux postes d'échevin ou de bourgmestre et/ou être signalés comme candidat président de CPAS.

§ 4. Dans le cas du remplacement d'un échevin en application de l'article 15, § 1er, alinéa 4, ou de l'article 18, le nouveau candidat présenté ne peut être de sexe différent de l'échevin remplacé que dans les cas suivants :

– si les conditions visées au § 2 sont respectées ;

– s'il agit, au moment de la présentation, du seul échevin provenant d'une liste ;

– si, au moment de la présentation, aucun élu de la même appartenance linguistique issu de sa liste et non visé par les incompatibilités visées à l'article 72 n'appartient au même sexe que lui ;

– dans le cas visé à l'article 17 ;

– si le candidat de sexe minoritaire visé au § 3 n'a pas été élu par le conseil communal conformément à l'article 15.

Pour l'application du présent paragraphe, la liste correspond au groupe politique existant au moment du remplacement de l'échevin. ».

Article 5 (ancien article 4 en projet)

À l'alinéa 1er de l'article 18*bis* de la Nouvelle loi communale, les mots « et 15, § 1er » sont remplacés par les mots «, 15, § 1er, et 16. ».

instellingen, kan niet worden meegeteld in de berekening van het aantal leden van het college van burgemeester en schepenen.

Voor de toepassing van het in het eerste lid bedoelde percentage, wordt elk decimaal getal afgerond naar de hogere eenheid als het decimaal getal hoger is dan vijf.

Als wordt gebruikgemaakt van de mogelijkheid in het eerste streepje van het tweede lid van deze paragraaf, wordt een verklaring, ondertekend door de meerderheid van de verkozenen van de raad met vermelding van de kandidaat die zal worden voorgedragen voor het voorzitterschap van het OCMW, gevoegd bij de in artikel 15, § 1, en in artikel 18*bis* bedoelde voordrachtakten.

§ 3. Van §§ 1 en 2 kan slechts worden afgeweken als alle lijsten die de meerderheid vormen, niet het aantal verkozenen bevatten om te voldoen aan de cijfers waarin daarin wordt voorzien. In dat geval, worden alle verkozenen van het geslacht dat in de minderheid is en die voorkomen op de lijsten die de meerderheid vormen, voorgedragen als kandidaten voor de functies van schepenen of burgemeester en/of worden vermeld als kandidaat-voorzitter van het OCMW.

§ 4. Ingeval een schepen wordt vervangen met toepassing van artikel 15, § 1, vierde lid, of van artikel 18, mag de voorgedragen nieuwe kandidaat alleen van een ander geslacht zijn dan de vervangen schepen in de volgende gevallen :

– als de in § 2 bedoelde voorwaarden worden nageleefd ;

– als, op het ogenblik van de voordracht, het de enige schepen van een lijst betreft ;

– als, op het ogenblik van de voordracht, geen enkele verkozene van dezelfde taalaanhorigheid van zijn lijst en op wie de in artikel 72 bedoelde onverenigbaarheden niet van toepassing zijn, niet tot hetzelfde geslacht behoort als hijzelf ;

– het in artikel 17 bedoelde geval ;

– als de kandidaat van het in § 3 bedoelde geslacht dat in de minderheid is niet door de gemeenteraad werd gekozen conform artikel 15.

Voor de toepassing van deze paragraaf, komt de lijst overeen met de politieke fractie zoals die bestaat op het ogenblik van de vervanging van de schepen. ».

Artikel 5 (oud ontworpen artikel 4)

In het eerste lid van artikel 18*bis* van de Nieuwe gemeentewet, worden de woorden « en in art. 15, § 1'vervangen door de woorden «, in art. 15, § 1, en in art. 16. ».

VI. Annexes

VI.1. Amendements

N° 1 (de Mme Barbara TRACHTE, M. Bruno DE LILLE, Mmes Caroline DÉSIR, Joëlle MILQUET, MM. Emmanuel DE BOCK, Fouad AHIDAR, René COPPENS, Mmes Brigitte GROUWELS, Dominique DUFOURNY et Magali PLOVIE).

Article 2

Ajouter les alinéas suivants :

« En cas d'absence d'accord permettant de rencontrer la règle précédente par l'ensemble du collège, chaque liste présentant un ou des élus au mandat d'échevin est tenue de présenter au maximum deux tiers de candidats du même sexe, le bourgmestre étant inclus dans le quota de la liste sur laquelle il s'est présenté.

Toutefois, il peut être dérogé à la règle visée au premier alinéa si un membre du collège est démissionnaire ou empêché en cours de législature et si aucun élu de la liste sur laquelle il s'est présenté n'appartient au même sexe que lui. »

JUSTIFICATION

L'amendement vise à prévoir une règle subsidiaire, à défaut d'accord permettant de rencontrer la règle de composition du collège entre partenaires de majorité : c'est sur chacune des listes que repose l'obligation de présenter au maximum deux tiers de candidats échevins du même sexe.

L'amendement vise également à rencontrer la situation où un échevin serait démissionnaire ou empêché et où aucun autre élu, non échevin, de sa liste ne serait du même sexe que lui. Pour éviter que la règle n'entraîne des démissions complémentaires ou d'autres bouleversements au sein du collège, cette exception, limitée à la règle, est prévue.

Ainsi, si une liste dispose de trois élus, deux hommes et une femme, que cette dernière est désignée échevine en début de législature mais qu'elle est amenée à démissionner après quatre ans, elle ne devra pas être remplacée par une femme si le 1er suppléant de cette liste est également un homme.

N° 2 (de Mme Barbara TRACHTE, M. Bruno DE LILLE, Mmes Caroline DÉSIR, Joëlle MILQUET, MM. Emmanuel DE BOCK, Fouad AHIDAR, René COPPENS, Mmes Brigitte GROUWELS, Dominique DUFOURNY et Magali PLOVIE).

Dispositif

Insérer après l'article 2 un nouvel article, libellé comme suit :

« Art. 2/1. Les termes employés dans la présente proposition d'ordonnance doivent être lus et entendus de manière épicène. »

JUSTIFICATION

Cet amendement n'appelle pas de motivation particulière.

N° 3 (de MM. Fouad AHIDAR, René COPPENS et Mme Brigitte GROUWELS).

Article 2

Compléter l'article 2 par la disposition suivante :

VI. Bijlagen

VI.1. Amendementen

Nr. 1 (van mevr. Barbara TRACHTE, de heer Bruno DE LILLE, mevr. Caroline DÉSIR, mevr. Joëlle MILQUET, de heren Emmanuel DE BOCK, Fouad AHIDAR, René COPPENS, mevr. Brigitte GROUWELS, mevr. Dominique DUFOURNY en mevr. Magali PLOVIE).

Artikel 2

De volgende leden toevoegen :

« In geval van gebrek aan akkoord om te voldoen aan de voorgaande regel over het geheel van het college, moet elke lijst met een of meer gekozenen voor het mandaat van schepen maximum twee derde kandidaten van hetzelfde geslacht tellen, waarbij de burgemeester opgenomen wordt in het quotum van de lijst waarop hij zich kandidaat gesteld heeft.

Er kan wel van de regel bedoeld in het eerste lid afgeweken worden indien een lid van het college ontslagnemend is of verhinderd is in de loop van de zittingsperiode en indien geen enkele gekozene op de lijst waarop hij kandidaat was, tot hetzelfde geslacht behoort. »

VERANTWOORDING

Het amendement voorziet in een subsidiaire regel bij gebrek aan een akkoord om te voldoen aan de algemene regel voor de samenstelling van het college tussen leden van de meerderheid. Elke lijst moet dan voldoen aan de verplichting om maximum twee derde kandidaat-schepenen van hetzelfde geslacht te tellen.

Het amendement strekt er ook toe om de situatie te regelen waarin een schepen ontslagnemend of verhinderd zou zijn en geen enkele andere gekozene, die geen schepen is, op de lijst niet tot hetzelfde geslacht zou behoren. Om te voorkomen dat de regel zou leiden tot een kettingreactie van ontslagen of het college op een andere manier op stelten zou zetten, wordt voorzien in die beperkte uitzondering op de regel.

Indien een lijst bijvoorbeeld drie gekozenen, twee mannen en een vrouw, telt, en deze laatste tot schepen benoemd wordt in het begin van de zittingsperiode maar na vier jaar ontslag moet nemen, dan zal zij niet vervangen moeten worden door een vrouw als de eerste opvolger op deze lijst een man is.

Nr. 2 (van mevrouw Barbara TRACHTE, de heer Bruno DE LILLE, mevr. Caroline DÉSIR, mevr. Joëlle MILQUET, de heren Emmanuel DE BOCK, Fouad AHIDAR, René COPPENS, mevr. Brigitte GROUWELS, mevr. Dominique DUFOURNY en mevr. Magali PLOVIE).

Verzoekend gedeelte

Na artikel 2 een nieuw artikel invoegen, luidend als volgt :

« Art. 2/1. De in het voorstel van ordonnantie gebruikte termen dienen gemeenslachtig te worden gelezen en begrepen. »

VERANTWOORDING

Het amendement behoeft geen bijzondere verantwoording.

Nr. 3 (van de heren Fouad AHIDAR, René COPPENS en mevrouw Brigitte GROUWELS).

Artikel 2

Artikel 2 aanvullen met de volgende bepaling :

« Les échevins supplémentaires visés à l'article 279, § 1er, de la Nouvelle loi communale, ne sont pas pris en compte dans le calcul de cette proportion. »

JUSTIFICATION

La Nouvelle loi communale prévoit la possibilité, en Région de Bruxelles-Capitale, de nommer des échevins supplémentaires appartenant au groupe linguistique minoritaire afin d'assurer le bilinguisme légal des communes et de bons contacts avec les Communautés respectives et les Commissions communautaires. Cet échevin supplémentaire est désigné parmi les conseillers communaux appartenant au groupe linguistique visé. Comme il se peut qu'il n'y ait qu'un seul de ces conseillers communaux élu sur une liste et qu'il est impossible d'anticiper le sexe de ce conseiller communal, le conseil communal pourrait se trouver dans l'impossibilité de désigner un tel échevin supplémentaire afin de satisfaire à la présente ordonnance. Pour éviter cette situation, le présent amendement prévoit que l'échevin supplémentaire ne sera pas pris en compte dans le calcul de la proportion hommes/femmes visée dans la présente ordonnance.

N° 4 (de Mme Barbara TRACHTE, M. Bruno DE LILLE, Mmes Joëlle MILQUET, Caroline DÉSIR, MM. Emmanuel DE BOCK, René COPPENS, Mme Viviane TEITELBAUM, MM. Paul DELVA et Fouad AHIDAR).

Remplacer la proposition d'ordonnance par la disposition suivante :

« Article 1er

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Article 2

L'article 15, § 1er, alinéa 6, de la Nouvelle loi communale est supprimé.

Article 3

L'article 16 de la Nouvelle loi communale est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. § 1er. Il y a :

– 6 échevins, dont 3 femmes et 3 hommes, dans les communes de 20.000 à 29.999 habitants ;

– 7 échevins, dont au moins 3 échevins d'un sexe différent des autres, dans celles de 30.000 à 49.999 habitants ;

– 8 échevins, dont 4 femmes et 4 hommes, dans celles de 50.000 à 99.999 habitants ;

– 9 échevins, dont au moins 4 échevins d'un sexe différent des autres, dans celles de 100.000 à 199.999 habitants ;

– 10 échevins, dont 5 femmes et 5 hommes, dans celles de 200.000 habitants et plus.

§ 2. Il ne peut être dérogé au § 1er que si un tiers des membres du collège des bourgmestre et échevins sont au minimum de sexe différent des autres.

Pour calculer cette proportion, il peut exceptionnellement être fait usage des deux possibilités suivantes :

– le président du CPAS peut être comptabilisé dans le calcul du nombre de membres du collège des bourgmestre et échevins ;

– l'échevin premier élu parmi ceux de qui l'appartenance linguistique est minoritaire au sein du collège des bourgmestre et échevins, permettant l'application de l'article 279 de la Nouvelle loi communale et de l'article 46bis de la loi spéciale du 12 janvier

« De bijkomende schepenen, bedoeld in art. 279, § 1, van dezelfde Nieuwe gemeentewet, worden niet meegerekend om deze verhouding te bepalen. »

VERANTWOORDING

De Nieuwe gemeentewet voorziet om in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in de mogelijkheid om bijkomende schepenen te benoemen van de minderheidstaalgroep (in de praktijk Nederlandstalige) taalgroep om de wettelijke tweetaligheid van de gemeenten te en de goede contacten met de Vlaamse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschapscommissie te verzekeren. Deze bijkomende schepen wordt aangeduid onder de gemeenteraadsleden van de taalgroep. Omdat het mogelijk is dat er slechts één dergelijk gemeenteraadslid verkozen zou zijn en omdat onmogelijk te voorzien valt van welk geslacht dit gemeenteraadslid zou zijn, zou, om aan voorliggende ordonnantie te voldoen, de gemeenteraad in de onmogelijkheid kunnen verkeren een dergelijke bijkomende schepen aan te duiden. Om dit te voorkomen voorziet dit amendement erin om de bijkomende schepen niet mee te rekenen bij het bepalen van de in voorliggende ordonnantie bedoelde verhouding tussen mannen en vrouwen.

Nr. 4 (van mevr. Barbara TRACHTE, de heer Bruno DE LILLE, mevr. Joëlle MILQUET, mevr. Caroline DÉSIR, de heren Emmanuel DE BOCK, René COPPENS, mevr. Viviane TEITELBAUM, de heren Paul DELVA en Fouad AHIDAR).

Het voorstel van ordonnantie vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Artikel 2

Artikel 15, § 1, zesde lid, van de Nieuwe gemeentewet wordt geschrapt.

Artikel 3

Artikel 16 van de Nieuwe gemeentewet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 16. § 1. Er zijn :

– 6 schepenen, onder wie 3 vrouwen en 3 mannen in de gemeenten met 20.000 tot 29.999 inwoners ;

– 7 schepenen, onder wie ten minste 3 schepenen van verschillend geslacht van de anderen in de gemeenten met 30.000 tot 49.999 inwoners ;

– 8 schepenen, onder wie 4 vrouwen en 4 mannen in de gemeenten met 50.000 tot 99.999 inwoners ;

– 9 schepenen, onder wie ten minste 4 schepenen van verschillend geslacht van de anderen in de gemeenten met 100.000 tot 199.999 inwoners ;

– 10 schepenen, onder wie 5 vrouwen en 5 mannen in de gemeenten met 200.000 inwoners en meer.

§ 2. Van § 1 kan slechts worden afgeweken als ten minste een derde van de leden van het college van burgemeester en schepenen van een ander geslacht is dan de anderen.

Om die verhouding te bepalen, kan uitzonderlijk worden gebruikgemaakt van de volgende twee mogelijkheden :

– de OCMW-voorzitter kan worden meegeteld in de berekening van het aantal leden van het college van burgemeester en schepenen ;

– de eerst verkozen schepen onder hen die behoren tot de minderheidstaalgroep in het college van burgemeester en schepenen, die de toepassing mogelijk maakt van artikel 279 van de Nieuwe gemeentewet en van artikel 46bis van de bijzondere wet van

1989 sur les Institutions bruxelloises, peut ne pas être comptabilisé dans le calcul du nombre de membres du collège des bourgmestre et échevins.

*Pour l'application du pourcentage visé à l'alinéa 1er, tout nombre décimal est arrondi à l'unité supérieure si le nombre décimal est supérieur à cinq***.**

S'il est fait usage de la possibilité prévue à l'alinéa 2, 1er tiret, du présent paragraphe, une déclaration signée par la majorité des élus du conseil signalant le candidat qui sera proposé à la présidence du CPAS est jointe aux actes de présentation visés à l'article 18bis.

§ 3. Il ne peut être dérogé aux §§ 1er et 2, que si l'ensemble des listes formant la majorité ne comprend pas le nombre d'élus permettant de rencontrer les chiffres qui y sont prévus. Dans ce cas, l'ensemble des élus du sexe qui est minoritaire et qui figurent sur les listes formant la majorité doivent être présentés comme candidats aux postes d'échevin ou de bourgmestre et/ou être signalés comme candidat président de CPAS.

§ 4. Dans le cas du remplacement d'un échevin en application de l'article 15, § 1er, alinéa 4, ou de l'article 18, le nouveau candidat présenté ne peut être de sexe différent de l'échevin remplacé que dans les cas suivants :

- *si les conditions visées au § 2 sont respectées ;*
- *s'il agit, au moment de la présentation, du seul échevin provenant d'une liste ;*
- *si, au moment de la présentation, aucun élu de la même appartenance linguistique issu de sa liste et non visé par les incompatibilités visées à l'article 72 n'appartient au même sexe que lui ;*
- *dans le cas visé à l'article 17.*

*Pour l'application du présent paragraphe, la liste correspond au groupe politique existant au moment du remplacement de l'échevin. »***.**

Article 4

À l'alinéa 1er de l'article 18bis de la Nouvelle loi communale, les mots « et 15, § 1er » sont remplacés par les mots «, 15, § 1er, et 16. ». »

JUSTIFICATION

Article 2

L'alinéa 6 du paragraphe 1er de l'article 15 de la Nouvelle loi communale qui prévoit qu'un Collège des bourgmestres et échevins doit au minimum compter une femme ou un homme dans ses rangs est abrogé, la présente ordonnance prévoyant des règles garantissant une présence plus équilibrée des femmes et des hommes au sein des exécutifs communaux.

Article 3

Le nouvel article 16, en son § 1er, consacre le principe selon lequel les collèges communaux bruxellois comptent le même nombre de femmes que d'hommes. Si le nombre d'échevins est impair (ce qui est le cas dans les communes comptant de 30.000 à 49.999 habitants et dans les communes comptant de 100.000 à 199.999 habitants), il y a naturellement une différence d'une unité entre le nombre de femmes et d'hommes. Ainsi, la nouvelle loi communale prévoit que le Collège d'une commune comptant entre 30.000 et 49.999 habitants est composé de 7 échevins. Pareil collège sera forcément composé soit de 4 femmes et de 3 hommes, soit de 4 hommes et de 3 femmes.

Le paragraphe 1er ne vise ni l'échevin surnuméraire ni le bourgmestre.

12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, kan niet worden meegeteld in de berekening van het aantal leden van het college van burgemeester en schepenen.

*Voor de toepassing van het in het eerste lid bedoelde percentage, wordt elk decimaal getal afgerond naar de hogere eenheid als het decimaal getal hoger is dan vijf***.**

Als wordt gebruikgemaakt van de mogelijkheid in het eerste streepje van het tweede lid van deze paragraaf, wordt een verklaring, ondertekend door de meerderheid van de verkozenen van de raad met vermelding van de kandidaat die zal worden voorgedragen voor het voorzitterschap van het OCMW, gevoegd bij de in artikel 18bis bedoelde voordrachtakten.

§ 3. Van §§ 1 en 2 kan slechts worden afgeweken als alle lijsten die de meerderheid vormen, niet het aantal verkozenen bevatten om te voldoen aan de cijfers waarin daarin wordt voorzien. In dat geval moeten alle verkozenen van het geslacht dat in de minderheid is en die voorkomen op de lijsten die de meerderheid vormen, worden voorgedragen als kandidaten voor de functies van schepenen of burgemeester en/of worden vermeld als kandidaat-voorzitter van het OCMW.

§ 4. Ingeval een schepen wordt vervangen met toepassing van artikel 15, § 1, vierde lid, of van artikel 18, mag de voorgedragen nieuwe kandidaat alleen van een ander geslacht zijn dan de vervangen schepen in de volgende gevallen :

- *als de in § 2 bedoelde voorwaarden worden nageleefd ;*
- *als, op het ogenblik van de voordracht, het de enige schepen van een lijst betreft ;*
- *als, op het ogenblik van de voordracht, geen enkele verkozene van dezelfde taalaanhorigheid van zijn lijst en op wie de in artikel 72 bedoelde onverenigbaarheden niet van toepassing zijn, niet tot hetzelfde geslacht behoort als hijzelf ;*
- *het in artikel 17 bedoelde geval.*

*Voor de toepassing van deze paragraaf, komt de lijst overeen met de politieke fractie zoals die bestaat op het ogenblik van de vervanging van de schepen. »***.**

Artikel 4

In het eerste lid van artikel 18bis van de Nieuwe gemeentewet, worden de woorden « en in art. 15, § 1 'vervangen door de woorden «, in art. 15, § 1, en in art. 16. ». »

VERANTWOORDING

Artikel 2

Het zesde lid van paragraaf 1 van artikel 15 van de Nieuwe gemeentewet, waarin wordt bepaald dat een college van burgemeester en schepenen minstens één man en één vrouw in zijn midden moet hebben, wordt geschrapt, aangezien onderhavige ordonnantie in regels voorziet die een evenwichtigere aanwezigheid van vrouwen en mannen in de gemeentecolleges waarborgen.

Artikel 3

Het nieuwe artikel 16 legt in zijn § 1 het principe vast dat de Brusselse gemeentecolleges evenveel vrouwen als mannen tellen. Indien het aantal schepenen oneven is (wat het geval is in gemeenten met 30.000 tot 49.999 inwoners en in gemeenten met 100.000 tot 199.999 inwoners), is er natuurlijk een verschil van één eenheid in het aantal vrouwen en mannen. Zo bepaalt de Nieuwe gemeentewet dat het College van een gemeente met 30.000 tot 49.999 inwoners bestaat uit 7 schepenen. Zo'n college zal noodgedwongen bestaan uit ofwel 4 vrouwen en 3 mannen, ofwel 4 mannen en 3 vrouwen.

In paragraaf 1 wordt noch de overtallige schepen noch de burgemeester bedoeld.

Ainsi, pour reprendre l'exemple précédent, le Collège pourrait être composé au maximum de 6 femmes et de 3 hommes (si le bourgmestre est une femme et si une échevine surnuméraire est désignée) ou au maximum de 6 hommes et de 3 femmes (si le bourgmestre est un homme et si un échevin surnuméraire est désigné).

Autre illustration du principe consacré par le § 1er : si le Collège compte 8 échevins, il se composera de 4 femmes et de 4 hommes. En y ajoutant l'échevin surnuméraire et le bourgmestre, il se composera au maximum de 6 femmes et 4 hommes ou de 6 hommes et 4 femmes.

Le § 2 permet de déroger exceptionnellement à la règle consacrée au § 1er à condition qu'un tiers, arrondi à l'unité inférieure si le nombre décimal est inférieur à 5 (exemples : 3,33 est arrondi à 3 tandis que 3,66 est arrondi à 4), des membres du Collège des bourgmestres et échevins, soit de sexe féminin ou masculin.

Prenons le cas d'une commune de 45.000 habitants. Son collège est composé du bourgmestre et de 7 échevins, soit 8 « unités ». Un tiers de 8 est égal à 2,66, nombre qui est arrondi à 3. Le Collège, en ce compris le bourgmestre, devra être composé d'au moins 3 femmes ou 3 hommes. La règle est donc respectée si 2 échevins sur 6 sont des femmes et que la fonction maïorale est assumée par une femme.

Afin de déterminer si ce tiers est atteint, le président du CPAS peut, en outre, être pris en compte.

Dans ce cas, une déclaration signée par la majorité des élus du conseil devra attester de la candidate ou du candidat qui sera désigné ultérieurement à la présidence du CPAS, cette désignation intervenant traditionnellement en mars de l'année suivant l'installation du conseil communal, afin que la condition du tiers visée au § 2 puisse être contrôlée. Cette déclaration est jointe aux actes de présentation visés à l'article 18*bis*.

Toujours afin de déterminer si ce tiers est atteint, l'échevin premier élu parmi ceux de qui l'appartenance linguistique est minoritaire au sein du collège des bourgmestre et échevins, permettant l'application de l'article 279 de la Nouvelle loi communale et de l'article 46*bis* de la loi spéciale du 12 janvier 1989 sur les Institutions bruxelloises, peut ne pas être comptabilisé dans le calcul du nombre de membres du Collège des bourgmestre et échevins.

Exemple 1 :

Si le Collège est composé de 8 échevins et du bourgmestre, on peut y ajouter l'échevin surnuméraire néerlandophone (s'il s'agit du seul échevin néerlandophone) et le président de CPAS en vue du calcul du respect du tiers. Ceci nous amène à 11 « unités ».

3,66 constitue un tiers de 11. Ce nombre de 3,66 est arrondi à 4. Il convient donc qu'il y ait au moins au sein du Collège, en ce compris l'échevin surnuméraire néerlandophone et le président du CPAS, 4 représentants du sexe féminin ou du sexe masculin.

Si le bourgmestre et le président de CPAS sont des femmes, deux femmes au minimum devront être désignées échevines et non 4 comme le prévoit la règle visée au § 1er.

Exemple 2 :

Le Collège est composé d'une bourgmestre et de 8 huit échevins dont deux femmes, l'une d'elle étant néerlandophone. La règle est respectée.

Exemple 3 :

Le collège est composé du bourgmestre et de 9 échevins. Parmi les 9 échevins figurent deux échevins néerlandophones. L'échevin 1er élu néerlandophone est un homme. Il est décidé, comme le permet le § 2,

Om verder te gaan op het vorige voorbeeld, zou het College dus maximaal kunnen bestaan uit 6 vrouwen en 3 mannen (indien de burgemeester een vrouw is en een vrouwelijke overtallige schepen wordt benoemd) of maximaal 6 mannen en 3 vrouwen (indien de burgemeester een man is en een mannelijke overtallige schepen wordt benoemd).

Een ander voorbeeld van het in § 1 vastgelegde principe : indien het College 8 schepenen telt, zal het bestaan uit 4 vrouwen en 4 mannen. Worden daarbij de overtallige schepen en de burgemeester gevoegd, dan zal het bestaan uit maximaal 6 vrouwen en 4 mannen of 6 mannen en 4 vrouwen.

§ 2 maakt het mogelijk om bij wijze van uitzondering af te wijken van de in § 1 vastgelegde regel op voorwaarde dat een derde, afgerond naar de lagere eenheid indien het decimaal getal lager is dan 5 (bijvoorbeeld : 3,33 wordt afgerond naar 3 terwijl 3,66 wordt afgerond naar 4), van de leden van het college van burgemeester en schepenen van het vrouwelijke of van het mannelijke geslacht is.

Neem het geval van een gemeente met 45.000 inwoners. Haar college bestaat uit de burgemeester en 7 schepenen, d.w.z. 8 « eenheden ». Een derde van 8 is gelijk aan 2,66 en dat getal wordt afgerond naar 3. Het college zal, de burgemeester inbegrepen, moeten bestaan uit ten minste 3 vrouwen of 3 mannen. De regel wordt dus nageleefd als 2 van de 6 schepenen vrouw zijn en de functie van burgemeester wordt bekleed door een vrouw.

Om te bepalen of dit derde wordt bereikt, kan daarenboven de OCMW-voorzitter worden meegeteld.

In dat geval moet een verklaring, ondertekend door de meerderheid van de verkozenen van de raad, aantonen welke kandidaat later zal worden benoemd tot het voorzitterschap van het OCMW, wat traditioneel gebeurt in maart van het jaar dat volgt op de installatie van de gemeenteraad, zodat de in § 2 bedoelde voorwaarde kan worden gecontroleerd. Die verklaring wordt bij de in artikel 18*bis* bedoelde voordrachtakten gevoegd.

Nog steeds om te bepalen of dit derde wordt bereikt, kan de eerst verkozen schepen onder hen die behoren tot de minderheidstaalgroep in het college van burgemeester en schepenen, die de toepassing mogelijk maakt van artikel 279 van de Nieuwe gemeentewet en van artikel 46*bis* van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, niet worden meegeteld in de berekening van het aantal leden van het college van burgemeester en schepenen.

Voorbeeld 1 :

Als het college bestaat uit 8 schepenen en de burgemeester, kunnen de Nederlandstalige overtallige schepen (wanneer het de enige Nederlandstalige schepen is) en de OCMW-voorzitter worden meegeteld in de berekening voor de naleving van het derde. Dat brengt ons bij 11 « eenheden ».

Een derde van 11 is 3,66. Dat getal wordt afgerond naar 4. In het College moeten dus, de Nederlandstalige overtallige schepen en de OCMW-voorzitter inbegrepen, ten minste 4 vertegenwoordigers zitten van het vrouwelijke of van het mannelijke geslacht.

Indien de burgemeester en de OCMW-voorzitter vrouwen zijn, moeten ten minste twee vrouwen tot schepen worden benoemd en geen 4 zoals de in § 1 bedoelde regel bepaalt.

Voorbeeld 2 :

Het College bestaat uit een vrouwelijke burgemeester en 8 schepenen, waaronder 2 vrouwen, waarvan 1 Nederlandstalig is. De regel wordt nageleefd.

Voorbeeld 3 :

Het College bestaat uit de burgemeester en 9 schepenen. Twee van de 9 schepenen zijn Nederlandstalig. De eerst gekozen Nederlandstalige schepen is een man. Zoals § 2 mogelijk maakt, wordt beslist hem niet mee

de ne pas en tenir compte pour le respect de la règle visée à ce même paragraphe. Il est donc « immunisé ». Le calcul du respect du tiers s'effectuera uniquement sur le bourgmestre et les 8 autres échevins (en ce compris l'autre échevin néerlandophone), éventuellement en y ajoutant le président du CPAS. Ainsi la règle sera respectée s'il y a au moins 3 femmes parmi ces 10 personnes.

Le § 3 permet de déroger aux règles visées aux deux premiers paragraphes dans l'hypothèse où l'ensemble des listes formant la nouvelle majorité devait ne pas comprendre un nombre suffisant d'élus de sexe différents afin de répondre à celles-ci. Cette hypothèse s'avérera très probablement rarissime compte tenu de l'imposition de la parité et de la tirette intégrale sur les listes dès le scrutin communal 2018.

Le présent amendement traite en son § 4 des modifications dans la composition d'un Collège en cours de mandature.

En principe, les règles visées au §§ 1er et 2 doivent être respectées tout au long de la mandature communale. Des exceptions sont toutefois prévues :

– Ainsi, un échevin ne doit pas nécessairement être remplacé par un échevin du même sexe lorsqu'il est issu d'une liste ne disposant que d'un élu au conseil communal.

– Pareillement, la liste qui ne dispose que d'un échevin unique au sein du Collège n'est pas tenue, en cas de remplacement de son échevin en cours de mandature, de désigner un échevin du même sexe que celui de la personne remplacée.

– Pour l'hypothèse visée à l'article 17 de la nouvelle loi communale, si le collège est élu conformément à la loi (avec juste un tiers d'hommes par exemple) et que l'un des hommes vient à démissionner, ou à être nommé ministre (ce qui le place dans un cas d'empêchement), et qu'un nouveau membre masculin du Collège ne parvient pas à être élu tout de suite (à la suite d'un majorité éclatée ou d'une division au sein de la liste qui doit le proposer à l'élection), il est remplacé selon l'article 17 par le plus ancien conseiller. Pour éviter le conflit entre les deux exigences (ancienneté-parité), la dérogation est prévue.

– Enfin, si, au moment de sa présentation, aucun élu de la même appartenance linguistique issu de sa liste et qui n'est pas dans les conditions d'incompatibilités visées à l'article 72 n'appartient au même sexe que lui.

VI.2. Avis du Conseil d'État

Le 24 octobre 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours (*), sur un amendement à une proposition d'ordonnance « modifiant la Nouvelle loi communale afin d'assurer une présence équilibrée de femmes et d'hommes au sein des collèges communaux » (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux. Cap., 2014 2015, n° A 92/1) déposé par Mme Barbara TRACHTE, M. Bruno DE LILLE, Mmes Joëlle MILQUET et Caroline DÉSIR, MM. Emmanuel DE BOCK et René COPPENS, Mme Viviane TEITELBAUM, MM. Paul DELVA et Fouad AHIDAR.

L'amendement a été examiné par l'assemblée générale le 28 novembre 2017. L'assemblée générale était composée de Jacques JAUMOTTE, président du conseil d'État, Marnix VAN DAMME, Pierre LIÉNARDY, Jo BAERT et Pierre VANDERNOOT, présidents de chambre, Jan SMETS, Martine BAGUET, Wilfried VAN VAERENBERGH, Jeroen VAN NIEUWENHOVE, Luc DETROUX, Bernard BLERO, Wouter PAS,

(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois « sur le Conseil d'État », coordonnées le 12 janvier 1973, qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par l'assemblée générale en application de l'article 85.

te rekenen voor de naleving van de regel bedoeld in dezelfde paragraaf. Hij wordt dus « geneutraliseerd ». De berekening om na te gaan of het derde wordt nageleefd, wordt enkel gebaseerd op de burgemeester en de 8 andere schepenen (waaronder de andere Nederlandstalige schepen), eventueel met toevoeging van de OCMW-voorzitter. De regel wordt dus nageleefd als ten minste 3 van deze 10 personen vrouwen zijn.

§ 3 maakt het mogelijk af te wijken van de in de eerste twee paragrafen bedoelde regels, ingeval alle lijsten die de nieuwe meerderheid vormen niet voldoende verkozenen van verschillend geslacht bevatten om aan de regels te voldoen. Dat geval zal zich hoogst waarschijnlijk zeer zelden voordoen, aangezien de gelijkheid en het ritsprincipe op de lijsten verplicht worden vanaf de gemeenteraadsverkiezingen van 2018.

In § 4 van dit amendement worden de wijzigingen in de samenstelling van een College in de loop van de zittingsperiode behandeld.

In principe moeten de in §§ 1 en 2 bedoelde regels worden nageleefd gedurende de volledige gemeentelijke zittingsperiode. Er zijn echter uitzonderingen voorzien :

– Zo moet een schepen niet noodzakelijk worden vervangen door een schepen van hetzelfde geslacht wanneer hij afkomstig is van een lijst met slechts één verkozene in de gemeenteraad.

– Evenzo is een lijst die slechts één schepen in het College heeft niet verplicht om, ingeval die schepen wordt vervangen in de loop van de zittingsperiode, een schepen te benoemen van hetzelfde geslacht als de vervangen persoon.

– Voor het geval bedoeld in artikel 17 van de Nieuwe gemeentewet : als het college gekozen wordt conform de wet (met juist een derde mannen bijvoorbeeld) en een van die mannen ontslag neemt of tot minister wordt benoemd (wat hem in een toestand van verhindering brengt) en een nieuw mannelijk lid van het college niet onmiddellijk kan worden gekozen (ingevolgde een verbroken meerderheid of verdeeldheid binnen de lijst die hem voor verkiezing moet voordragen), wordt hij, volgens artikel 17, vervangen door het oudste raadslid. Om conflict tussen de twee vereisten (anciënniteit-pariteit) te voorkomen, is voorzien in de afwijking.

– Ten slotte als, op het moment van de voordracht, geen enkele verkozene van dezelfde taalaanhorigheid van zijn lijst en op wie de in artikel 72 bedoelde onverenigbaarheden niet van toepassing zijn, tot hetzelfde geslacht behoort als hijzelf.

VI.2. Advies van de Raad van State

Op 24 oktober 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen (*) een advies te verstrekken over een amendement bij een voorstel van ordonnantie « tot wijziging van de Nieuwe gemeentewet teneinde een evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in de gemeentecolleges te waarborgen » (*Parl. St.*, Br.Parl. 2014 15, nr. A 92/1), ingediend door Mevrouw Barbara TRACHTE, de Heer Bruno DE LILLE, Mevrouw Joëlle MILQUET, Mevrouw Caroline DÉSIR, de Heren Emmanuel DE BOCK en René COPPENS, Mevrouw Viviane TEITELBAUM, de Heren Paul DELVA en Fouad AHIDAR.

Het amendement is door de algemene vergadering onderzocht op 28 november 2017. De algemene vergadering was samengesteld uit Jacques JAUMOTTE, voorzitter van de Raad van State, Marnix VAN DAMME, Pierre LIÉNARDY, Jo BAERT en Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitters, Jan SMETS, Martine BAGUET, Wilfried VAN VAERENBERGH, Jeroen VAN NIEUWENHOVE, Luc DETROUX,

(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten « op de Raad van State », gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de algemene vergadering met toepassing van artikel 85.

Wanda VOGEL et Koen MUYLLE, conseillers d'État, Jan VELAERS, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, Christian BEHRENDT et Bruno PEETERS, assesseurs, et Gregory DELANNAY, greffier en chef.

Les rapports ont été présentés par Patrick RONVAUX et Brecht STEEN, premiers auditeurs.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Jacques JAUMOTTE, président du conseil d'État.

L'avis (n° 62.346/AG), dont le texte suit, a été donné le 28 novembre 2017.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois « sur le Conseil d'État », coordonnées le 12 janvier 1973, des lois « sur le Conseil d'État », coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'amendement (**), à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'amendement appelle les observations suivantes.

I. PORTÉE DE L'AMENDEMENT

L'article 15, § 1er, alinéa 6, de la Nouvelle loi communale (ci-après dénommée : NLC) dispose actuellement que

« Le collège des bourgmestre et échevins ne peut être installé que s'il comporte au moins un homme et une femme. Cette exigence vaut durant toute la législature ».

La proposition d'ordonnance modifiant la Nouvelle loi communale afin d'assurer une présence équilibrée de femmes et d'hommes au sein des collèges communaux, déposée le 26 janvier 2015 (1) et qui fait l'objet d'un amendement n° 4 (2), déposé le 17 octobre 2017, dont il sera question ci-après, remplace l'alinéa précité par un nouvel alinéa qui prévoit notamment que :

« Le collège des bourgmestre et échevins ne peut être installé que s'il comporte des personnes qui sont, au maximum pour deux tiers d'entre-elles, du même sexe ».

L'amendement n° 4, sur lequel porte la demande d'avis, abroge l'alinéa 6 précité et remplace l'article 16 de la NLC par des dispositions qui visent à assurer une représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein des collèges communaux.

L'article 16, § 1er, de la NLC, tel qu'il résulte de l'amendement n° 4, fixe le nombre d'échevins en fonction du nombre d'habitants par commune : la règle est qu'il y a le même nombre d'échevins de sexe masculin que de sexe féminin si le nombre des échevins est pair et qu'il y a une différence d'une unité, dans un sens ou dans l'autre, entre le nombre d'échevins de sexe masculin ou féminin lorsque le nombre d'échevins est impair.

(**) S'agissant d'un amendement à une proposition d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

(1) *Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2014-2015, A/92-1.

(2) *Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2017-2018, A/92-1, document de commission n° 2.

Bernard BLERO, Wouter PAS, Wanda VOGEL en Koen MUYLLE, staatsraden, Jan VELAERS, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, Christian BEHRENDT en Bruno PEETERS, assessoren, en Gregory DELANNAY, hoofdgriffier.

De verslagen zijn uitgebracht door Patrick RONVAUX en Brecht STEEN, eerste auditeurs.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jacques JAUMOTTE, voorzitter van de Raad van State.

Het advies (nr. 62.346/AG), waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 28 november 2017.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten « op de Raad van State », gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het amendement (**), de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het amendement aanleiding tot de volgende opmerkingen.

I. STREKKING VAN HET AMENDEMENT

Artikel 15, § 1, zesde lid, van de Nieuwe gemeentewet (hierna : NGW) luidt thans als volgt :

« Het college van burgemeester en schepenen kan pas geïnstalleerd worden als het uit minstens één man en één vrouw bestaat. Die voorwaarde geldt voor de hele zittingsperiode. »

Het voorstel van ordonnantie tot wijziging van de Nieuwe gemeentewet teneinde een evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in de gemeentecolleges te waarborgen, dat op 26 januari 2015 ingediend is (1) en waarop, op 17 oktober 2017 een amendement nr. 4 ingediend is, (2) dat hierna ter sprake zal komen, vervangt het voormelde lid door een nieuw lid die onder andere als volgt luidt :

« Het college van burgemeester en schepenen kan pas geïnstalleerd worden als hoogstens twee derde van de leden van hetzelfde geslacht is. »

Bij het voornoemde amendement nr. 4, waarop deze adviesaanvraag betrekking heeft, wordt het voormelde zesde lid opgeheven en wordt artikel 16 van de NGW vervangen door bepalingen die ertoe strekken te waarborgen dat mannen en vrouwen evenwichtig vertegenwoordigd worden in de gemeentecolleges.

In artikel 16, § 1, van de NGW, zoals die paragraaf in amendement nr. 4 vervat is, wordt het aantal schepenen vastgesteld naar gelang van het inwoneraantal per gemeente : als regel geldt dat er even veel schepenen van het mannelijk geslacht als van het vrouwelijk geslacht zijn indien het totaal aantal schepenen even is en dat er één mannelijke of vrouwelijke schepen meer is als het totaal aantal schepenen oneven is.

(**) Aangezien het om een amendement op een voorstel van ordonnantie gaat, wordt onder « rechtsgrond » de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

(1) *Parl. St.* Br.Parl. 2014-15, A/92-1.

(2) *Parl. St.* Br.Parl. 2017-18, A/92-1, Commissiestuk nr. 2.

L'article 16, § 2, de la NLC, tel qu'il résulte de l'amendement n° 4, prévoit que la règle qui vient d'être énoncée ne trouve pas à s'appliquer lorsqu'un tiers au moins des membres du collège des bourgmestre et échevins est de sexe différent des autres [3]. Pour calculer cette proportion d'un tiers qui permet d'écarter l'application du paragraphe 1er, le président du CPAS peut être comptabilisé dans le calcul du nombre des membres du collège des bourgmestre et échevins tandis que l'échevin supplémentaire dont il est question à l'article 279, § 1er, de la NLC peut ne pas être comptabilisé dans le même nombre [4].

S'il s'avère que l'ensemble des listes formant la majorité ne comprend pas un nombre d'élus permettant de respecter ce qui est prévu ci-avant, l'article 16, § 3, de la NLC, tel qu'il résulte de l'amendement n° 4, stipule alors que tous les élus du sexe qui est minoritaire et qui figurent sur les listes formant la majorité sont présentés comme candidats aux postes d'échevins ou de bourgmestre et/ou de président de CPAS.

L'article 16, § 4, de la NLC, tel qu'il résulte de l'amendement n° 4, contient des règles complémentaires pour différentes hypothèses où un échevin doit être remplacé, avec obligation ou pas de maintenir les équilibres issus des règles énoncées ci-dessus.

Il s'ensuit que l'amendement n° 4 a vocation à s'insérer dans un système gouverné par les principes de l'élection directe des membres des conseils communaux (article 162, alinéa 2, 1°, de la Constitution) et de l'élection indirecte des échevins (lesquels sont élus au sein du conseil communal selon l'article 15, § 1er, alinéa 1er, de la NLC).

II. OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Le projet concerne la composition de l'organe exécutif des communes et peut, en principe, être considéré comme relevant de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale en matière de « composition (…) des institutions (…) communales » au sens de l'article 6, § 1er, VIII, 1°, alinéa 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 « de réformes institutionnelles ». Les régions ne peuvent régler cette composition que « sans préjudice des articles 279 et 280 de la nouvelle loi communale » (article 6, § 1er, VIII, 1°, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980) et sans toucher aux dispositions inscrites dans la loi dite de pacification communautaire du 9 août 1988 (article 6, § 1er, VIII, 1°, alinéa 1er, premier tiret, de la loi spéciale du 8 août 1980).

Dans la demande d'avis, le demandeur d'avis demande expressément qu'il soit examiné si la proposition est compatible avec les articles 5*bis* et 46*bis* de la loi spéciale du 12 janvier 1989 « relative aux institutions bruxelloises » (ci-après : LSIB) de même qu'avec l'article 279 de la Nouvelle loi communale.

(3) Pour le calcul du tiers, l'intention est que les nombres décimaux soient arrondis à l'unité supérieure ou inférieure selon que les chiffres après la virgule dépassent ou non 5. Cette intention est toutefois exprimée de manière défectueuse à l'article 16, § 2, alinéa 3, de la NLC tel qu'il résulte de l'article 3 de l'amendement.

(4) En ce qui concerne l'échevin supplémentaire dont il est question à l'article 279 de la NLC, il apparaît, ainsi qu'il sera observé ci-après (II.1.), que l'amendement n'a aucun impact sur lui et sur la liberté de désignation de celui-ci conformément au processus opératoire prévu par ledit article 279, de telle sorte que l'amendement ne paraît pas soulever de problème de compatibilité avec le mécanisme institutionnel de l'échevin supplémentaire prévu pour la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre des équilibres institutionnels inhérents à la structure fédérale belge.

In artikel 16, § 2, van de NGW, zoals die paragraaf in amendement nr. 4 vervat is, wordt bepaald dat van de toepassing van de zonet vermelde regel afgezien kan worden wanneer ten minste een derde van de leden van het college van burgemeester en schepenen van een ander geslacht is dan de anderen. [3] Voor het berekenen van dat derde deel, waardoor paragraaf 1 buiten toepassing gelaten kan worden, kan de OCMW-voorzitter meegeteld worden in de berekening van het aantal leden van het college van burgemeester en schepenen terwijl de bijkomende schepen van wie in artikel 279, § 1, van de NGW sprake is, niet meegeteld hoeft te worden voor de berekening van datzelfde aantal. [4]

Voor het geval dat blijkt dat alle lijsten die de meerderheid vormen samen niet over genoeg verkozenen beschikken om hetgeen supra bepaald is in acht te kunnen nemen, wordt in artikel 16, § 3, van de NGW, zoals die paragraaf in amendement nr. 4 vervat is, bepaald dat in dat geval alle verkozenen van het geslacht dat in de minderheid is en die voorkomen op de lijsten die de meerderheid vormen, voorgedragen worden als kandidaten voor de functies van schepenen of burgemeester en/of voorzitter van het OCMW.

Artikel 16, § 4, van de NGW, zoals die paragraaf in amendement n° 4 vervat is, bevat aanvullende regels voor verschillende gevallen waarin een schepen vervangen dient te worden, waarbij de evenwichten die uit de supra vermelde regels voortvloeien nu eens wel en dan weer niet nageleefd hoeven te worden.

Daaruit volgt dat het de bedoeling is dat amendement nr. 4 ingevoegd wordt in een regeling die beheerst wordt door de principes van de rechtstreekse verkiezing van de leden van de gemeenteraden (artikel 162, tweede lid, 1°, van de Grondwet) en van de onrechtstreekse verkiezing van de schepenen (die onder de gemeenteraadsleden verkozen worden volgens artikel 15, § 1, eerste lid, van de NGW).

II. ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het ontwerp betreft de samenstelling van de uitvoerende instelling van de gemeenten en kan in beginsel geacht worden te behoren tot de bevoegdheid van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest inzake « de samenstelling (…) van de (…) gemeentelijke instellingen » in de zin van artikel 6, § 1, VIII, 1°, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 « tot hervorming der instellingen ». De gewesten kunnen die samenstelling slechts regelen « onverminderd de artikel 279 en 208 van de nieuwe gemeentewet » (artikel 6, § 1, VIII, 1°, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980) en zonder te raken aan de bepalingen die zijn neergelegd in de zgn. pacificatiewet van 9 augustus 1988 (artikel 6, § 1, VIII, 1°, eerste lid, eerste streepje, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980).

In de adviesaanvraag vraagt de adviesaanvrager uitdrukkelijk te onderzoeken of het voorstel in overeenstemming is met de artikelen 5*bis* en 46*bis* van de Bijzondere Wet van 12 januari 1989 « betreffende de Brusselse Instellingen » (hierna : BWHI) en geen afbreuk doet aan artikel 279 van de Nieuwe gemeentewet.

(3) Het is de bedoeling dat, voor de berekening van dat derde, de decimalen naar de hogere of de lagere eenheid afgerond worden als de cijfers na de komma hoger of lager zijn dan vijf. Die bedoeling is evenwel gebrekkig tot uiting gebracht in artikel 16, § 2, derde lid, van de NGW, zoals dat lid in artikel 3 van het amendement vervat is.

(4) Met betrekking tot de bijkomende schepen van wie in artikel 279 van de NGW sprake is, blijkt, zoals infra (II.1.) opgemerkt zal worden, dat het amendement geen enkel gevolg zal hebben voor die bijkomende schepen of voor de mogelijkheid om een dergelijke schepen aan te wijzen overeenkomstig de werkwijze die bij het voormelde artikel 279 voorgeschreven is, zodat het amendement geen probleem lijkt te doen rijzen qua verenigbaarheid met het institutioneel mechanisme van de bijkomende schepen dat voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingevoerd is in het kader van de institutionele evenwichten die inherent zijn aan de federale structuur van België.

L'article 16, § 2, proposé, de la Nouvelle loi communale renvoie bien à l'article 279 de la Nouvelle loi communale mais n'apporte aucune modification à la manière dont cette disposition doit être appliquée. Il n'est, en conséquence, pas touché aux articles 5*bis* et 46*bis* de la loi spéciale du 12 janvier 1989 précitée.

2. La fonction d'échevin n'est accessible qu'aux Belges ainsi que, depuis 2006, aux citoyens des autres pays de l'Union européenne [5]. Les citoyens qui ne sont ni Belges, ni citoyens d'un autre État de l'Union européenne ne peuvent occuper des fonctions de conseiller communal ou échevin ; conformément à la loi du 19 mars 2004 « visant à octroyer le droit de vote aux élections communales à des étrangers » et insérant notamment un article 1er*ter* dans la loi électorale communale, ils disposent en effet du seul droit de vote, à l'exclusion du droit d'éligibilité [6]. Quant, d'autre part, à la fonction de bourgmestre, elle n'est accessible, conformément à l'article 8 de la Constitution, qu'aux Belges [7]. Il en va de même pour l'échevin qui est appelé à remplacer le bourgmestre [8].

Ces éléments méritent d'être gardés à l'esprit par le législateur ordonnantiel lors de l'élaboration d'un dispositif qui vise à favoriser la présence équilibrée des deux sexes dans les collèges de bourgmestre et échevins.

3. Dans la Constitution belge, la question de la représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les collèges des bourgmestre et échevins est directement abordée, dès lors que l'article 11*bis*, alinéa 3, précise que le législateur « organise[…] la présence de personnes de sexe différent » au sein du collège.

Het voorgestelde artikel 16, § 2, van de Nieuwe gemeentewet verwijst weliswaar naar artikel 279 van de Nieuwe gemeentewet, maar brengt geen enkele wijziging aan in de wijze waarop die bepaling dient te worden toegepast. Bijgevolg wordt ook niet geraakt aan artikel 5*bis* en 46*bis* van de BWHI.

2. Met het ambt van schepen kunnen alleen Belgen bekleed worden, alsook, sinds 2006, burgers van de overige landen van de Europese Unie. [5] Personen die noch Belg, noch burger van een andere lidstaat van de Europese Unie zijn, kunnen geen ambt van gemeenteraadslid of schepen bekleden ; overeenkomstig de wet van 19 maart 2004 « tot toekenning van het actief kiesrecht bij de gemeenteraadsverkiezingen aan vreemdelingen », waarbij in de gemeentekieswet inzonderheid een artikel 1*ter* ingevoegd is, beschikken zij immers alleen over het actief kiesrecht en niet over het passief kiesrecht. [6] Het ambt van burgemeester, zijnerzijds, kan evenwel overeenkomstig artikel 8 van de Grondwet, alleen bekleed worden door Belgen. [7] Hetzelfde geldt voor de schepen door wie de burgemeester in voorkomend geval vervangen dient te worden. [8]

De ordonnantiegever zou deze gegevens voor ogen moeten houden bij het opstellen van een dispositief dat ertoe strekt de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in de colleges van burgemeester en schepenen te waarborgen.

3. In de Belgische Grondwet wordt de kwestie van de evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de colleges van burgemeester en schepenen rechtstreeks geregeld, aangezien in artikel 11*bis*, derde lid, bepaald wordt dat « de aanwezigheid van personen van verschillend geslacht » binnen het college door de wetgever georganiseerd wordt.

---

(5) L'accession des citoyens de l'Union européenne aux charges échevinales résulte de l'article 16 de la loi du 27 janvier 1999 « modifiant la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, la nouvelle loi communale et la loi électorale communale, et portant exécution de la directive du Conseil de l'Union européenne n° 94/80/CE du 19 décembre 1994 », en tant que ledit article 16 fait expirer en 2006 la disposition transitoire prévue à l'article 5 de la même loi, celle-ci modifiant temporairement, de 1999 à 2006, l'article 15 de la NLC.

(6) Voir l'avis n° 36.118/VR donné le 27 novembre 2003, *Doc. parl.*, Sénat, 2003-2004, n° 3 – 13/006, p. 3 : « La proposition examinée se limite à accorder uniquement le droit de vote aux étrangers qui ne sont pas ressortissants de l'Union européenne et non le droit d'éligibilité ». Il est aussi rappelé qu'aux termes du même avis, le régime de l'étendue du droit de vote des ressortissants non-UE relève de la compétence de l'autorité fédérale et non des Régions.

(7) Ainsi qu'il résulte des travaux préparatoires de l'article 8 de la Constitution, complété lors de la révision constitutionnelle du 11 décembre 1998 : « Le gouvernement a indiqué clairement (…) que (…) les citoyens non belges de l'Union ne peuvent pas être échevin avant 2006 et qu'ils ne peuvent devenir bourgmestre. » (*Doc. parl.*, Sénat, Révision de l'article 8 de la Constitution, 1998-1999, n° 1 – 1131/3, p. 5).

(8) Article 14 de la NLC, tel que modifié par la loi du 27 janvier 1999.

(5) Dat ook de burgers van de Europese Unie met een schepenambt bekleed kunnen worden, vloeit voort uit artikel 16 van de wet van 27 januari 1999 « tot wijziging van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, van de nieuwe gemeentewet en van de gemeentekieswet, en tot uitvoering van de richtlijn van de Raad van de Europese Unie nr. 94/80/EG van 19 december 1994 », doordat in het voornoemde artikel 16 bepaald wordt dat in 2006 een einde komt aan de geldigheidsduur van de overgangsbepaling die vervat is in artikel 5 van dezelfde wet en waarbij tijdelijk, van 1999 tot 2006, een wijziging aangebracht werd in artikel 15 van de NGW.

(6) Zie advies nr. 36.118/VR, dat op 27 november 2003 gegeven is, *Parl. St.* Senaat 2003-04, nr. 3–13/6, 3 : « Het onderzochte wetsvoorstel kent alleen het actief kiesrecht toe aan de vreemdelingen die geen onderdaan van de Europese Unie zijn, en niet het recht om te worden verkozen (passief kiesrecht). » Er wordt eveneens op gewezen dat, volgens datzelfde advies, de regeling ter zake van de inhoud van het stemrecht van niet-EU-onderdanen onder de bevoegdheid van de federale overheid en niet onder die van de gewesten valt.

(7) Zoals blijkt uit de parlementaire voorbereiding van artikel 8 van de Grondwet, aangevuld bij de Grondwetsherziening van 11 december 1998 : « De regering heeft duidelijk gesteld (…) dat (…) het niet mogelijk is voor de EU-burgers die geen Belg zijn om voor het jaar 2006 schepen te zijn en dat EU-burgers die geen Belg zijn geen burgemeester kunnen worden. » (*Parl. St.* Senaat Herziening van artikel 8 van de Grondwet, 1998-99, nr. 1-1131/3, 5).

(8) Artikel 14 van de NGW, zoals gewijzigd bij de wet van 27 januari 1999.

Il ressort des travaux préparatoires [9] qu'il est vrai que, d'une part, le Constituant lui-même ne prévoit que l'exigence minimale selon laquelle au moins un membre de chaque sexe est échevin, mais que, d'autre part, il n'exclut pas que le législateur compétent impose une représentation plus élevée [10]. Dans ce cas, il faut qu'il soit satisfait aux conditions d'une action positive.

4. L'instauration d'un quota en faveur des personnes du sexe sous-représenté au sein du collège des bourgmestre et échevins s'analyse juridiquement comme une action positive du législateur en leur faveur. Celle-ci s'inscrit dans le cadre de l'article 11*bis*, alinéa 1er, de la Constitution, aux termes duquel « [l]a loi, le décret et la règle visée à l'article 134 (…) favorisent notamment leur égal accès aux mandats électifs et publics » [11].

La possibilité d'établir, par le biais d'une telle action positive, un quota en faveur des personnes du sexe sous-représenté dans des organismes publics ou privés a déjà fait l'objet de différents avis de la section de législation [12].

Uit de parlementaire voorbereiding [9] blijkt dat de grondwetgever enerzijds zelf weliswaar slechts de minimale eis stelt dat ten minste één lid van elk geslacht schepen is, maar dat hij het anderzijds niet uitsluit dat de bevoegde wetgever een hogere vertegenwoordiging oplegt. [10] In dat geval dient dan wel te zijn voldaan aan de voorwaarden voor een positieve actie.

4. De invoering van een quotum ten gunste van personen van het geslacht dat binnen het college van burgemeester en schepenen ondervertegenwoordigd is, komt in juridisch opzicht neer op een positieve actie van de wetgever ten gunste van hen. Die positieve actie sluit aan bij artikel 11*bis*, eerste lid, van de Grondwet, naar luid waarvan « [d]e wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel (…) [meer bepaald hun gelijke toegang tot de door verkiezing verkregen mandaten en de openbare mandaten [bevorderen.] » [11]

Over de mogelijkheid om, door middel van een dergelijke positieve actie, een quotum in te voeren ten gunste van personen van het geslacht dat ondervertegenwoordigd is in openbare of privé-instellingen zijn door de afdeling Wetgeving reeds verscheidene adviezen uitgebracht. [12]

---

(9) Voir le rapport de Moerman et Milquet au sujet de la révision du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un nouvel article relatif au droit à l'égalité des femmes et des hommes, *Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, n° 50/1140/002, 21 : « Le choix opéré par le conseil des ministres impose l'installation d'exécutifs mixtes. Le signal politique est clair, même s'il ne fait pas expressément référence à une norme. Cela étant, la vice-première ministre est d'accord pour dire que les présents projets de révision ne représentent qu'un cadre que les autorités politiques doivent s'employer à remplir rapidement en démontrant leur propre capacité à réaliser le changement qu'elles recommandent auprès de tous les acteurs sociaux ».

(10) Voir également en ce sens : S. Van Drooghenbroeck et I. Hachez : « L'introduction de l'égalité entre les hommes et les femmes dans la Constitution », Rev.b.dr.const., 2002, (153), 175.

(11) Révision constitutionnelle du 21 février 2002 ; sur cette disposition, voir aussi le rapport fait au nom de la commission des affaires institutionnelles du Sénat, *Doc. parl.*, Sénat, 2000-2001, n° 2 - 465/4.

(12) Il est à cet égard renvoyé :

– à l'avis n° 49.473/AG de l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État donné le 26 avril 2011 sur une proposition devenue la loi du 28 juillet 2011 « modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, le Code des sociétés et la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et la gestion de la Loterie Nationale afin de garantir la présence des femmes dans le conseil d'administration des entreprises publiques autonomes, des sociétés cotées et de la Loterie Nationale », http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/49473.pdf ;

– aux avis nos 53.297/4 à 53.299/4 donnés le 29 mai 2013 sur trois avant-projets de décret de la Région wallonne devenus les décrets du 9 janvier 2014 destinés à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les organes de gestion des établissements pour aînés en Région wallonne, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/53297.pdf ;

– à l'avis n° 60.174/1 donné le 14 novembre 2016 sur un amendement au projet de décret devenu le décret spécial de la Communauté flamande du 3 février 2017 « tot wijziging van diverse bepalingen van het bijzonder decreet van 26 juni 1991 betreffende de Universiteit Gent en het Universitair Centrum Antwerpen » (*Doc. parl.*, Parl. fl., session 2016-2017, n° 915/2, pp. 11-17).

(9) Zie Verslag Moerman en Milquet over de Herziening van titel II van de Grondwet, om een nieuw artikel in te voegen betreffende het recht op gelijkheid van mannen en vrouwen, *Parl. St.*, Kamer, 2001-2002, nr. 50/1140/002, 21 : « De keuze van de Ministerraad verplicht tot de instelling van gemengde uitvoerende organen. Het politiek signaal is duidelijk, al refereert het niet uitdrukkelijk aan een norm. De vice-Eerste minister is het er niettemin mee eens dat de ter tafel liggende ontwerpen tot herziening van de Grondwet slechts een kader vormen, waaraan de overheden onverwijld invulling moeten geven om te bewijzen dat zijzelf de verandering kunnen tot stand te brengen die zij alle sociale actoren aanbevelen. »

(10) Zie ook in die zin S. Van Drooghenbroeck en I. Hachez : « L'introduction de l'égalité entre les hommes et les femmes dans la Constitution », Rev.b.dr.const., 2002, (153), 175.

(11) Grondwetsherziening van 21 februari 2002 ; zie, wat deze bepaling betreft, eveneens het verslag uitgebracht namens de commissie voor de institutionele aangelegenheden van de Senaat, *Parl. St.* Senaat 2000-01, nr. 2-465/4.

(12) In dit verband wordt verwezen naar :

– advies nr. 49.473/AV van de algemene vergadering van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, dat op 26 april 2011 uitgebracht is over een voorstel dat geleid heeft tot de wet van 28 juli 2011 « tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, het Wetboek van vennootschappen en de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij teneinde te garanderen dat vrouwen zitting hebben in de raad van bestuur van de autonome overheidsbedrijven, de genoteerde vennootschappen en de Nationale Loterij », http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/49473.pdf ;

– de adviezen nrs. 53.297/4 tot 53.299/4, die op 29 mei 2013 gegeven zijn over drie voorontwerpen van decreet van het Waals Gewest die geleid hebben tot de decreten van 9 januari 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in de beheersorganen van de inrichtingen voor bejaarde personen in het Waalse Gewest, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/53297.pdf ;

– advies nr. 60.174/1, dat op 14 november 2016 gegeven is over een amendement op het ontwerp van bijzonder decreet dat geleid heeft tot het bijzonder decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 3 februari 2017 « tot wijziging van diverse bepalingen van het bijzonder decreet van 26 juni 1991 betreffende de Universiteit Gent en het Universitair Centrum Antwerpen » (*Parl. St.* Vl.Parl. zitting 2016-17, nr. 915/2, 11-17).

Aux termes de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle [13], une mesure instituant une action positive : « ne peut être prise que moyennant le respect des conditions suivantes :

(1) il doit exister une inégalité manifeste ;

(2) la disparition de cette inégalité doit être désignée comme un objectif à promouvoir ;

(3) la mesure d'action positive doit être de nature temporaire, étant de nature à disparaître dès que l'objectif visé est atteint ;

(4) la mesure d'action positive ne doit pas restreindre inutilement les droits d'autrui (comparer avec l'article 10, § 2, de la loi anti-racisme, article 10, § 2, de la loi générale anti-discrimination et article 16, § 2, de la loi « genre') » [14].

5. À la lumière des conditions ainsi rappelées, l'amendement n° 4 appelle les deux observations suivantes :

5.1. L'exposé des motifs de la proposition initiale de l'ordonnance, déposée le 26 janvier 2015, et à laquelle se rapporte l'amendement n° 4, mentionne que deux communes de la Région de Bruxelles-Capitale comptent seulement une seule échevine au sein du collège, « soit, respectivement, une proportion de 10 % et de moins de 15 % de femmes » [15].

En outre, concernant l'attribution de la fonction de bourgmestre à des personnes de sexe féminin, le même exposé des motifs poursuit : « [l]a proportion (…) est encore plus faible, puisqu'on n'en compte qu'une sur 19 (au lieu de trois sous la législature précédente) » [16].

Le Conseil d'État considère que les pourcentages ainsi avancés démontrent effectivement l'existence d'une inégalité qui peut être considérée comme manifeste au sens de la première condition de la jurisprudence ci-dessus énoncée de la Cour constitutionnelle ; pour que cette condition soit considérée comme remplie, il n'est en effet pas requis que la disproportion à laquelle le législateur entend remédier soit concomitamment présente dans l'intégralité ou la majorité des dix-neuf collèges des bourgmestre et échevins de la Région de Bruxelles-Capitale.

5.2. Par ailleurs, une évaluation devra, à des intervalles réguliers, être effectuée afin de permettre au législateur de vérifier si, avec l'écoulement du temps, le dispositif, une fois entré en vigueur, s'avère encore nécessaire et mérite d'être maintenu comme tel [17].

Volgens de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof [13] kan een maatregel van positieve actie « slechts worden genomen wanneer aan de volgende voorwaarden is voldaan :

(1) er moet een kennelijke ongelijkheid zijn ;

(2) het verdwijnen van die ongelijkheid moet als een te bevorderen doelstelling worden aangewezen ;

(3) de maatregel van positieve actie moet van tijdelijke aard zijn en van dien aard dat hij verdwijnt zodra de beoogde doelstelling is bereikt ;

(4) de maatregel van positieve actie mag de rechten van anderen niet onnodig beperken (vergelijk met artikel 10, § 2, van de Antiracismewet, artikel 10, § 2, van de Algemene Antidiscriminatiewet en artikel 16, § 2, van de Genderwet). » [14]

5. In het licht van de aldus gememoreerde voorwaarden noopt amendement 4 tot de twee volgende opmerkingen :

5.1. In de memorie van toelichting van het oorspronkelijke voorstel van ordonnantie, dat op 26 januari 2015 is ingediend en waarop amendement 4 betrekking heeft, staat dat twee gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest slechts één schepen van het vrouwelijk geslacht in hun college hebben, « wat neerkomt op 10 % en minder dan 15 % [vrouwen] ». [15]

Wat betreft het aantal vrouwen dat het ambt van burgemeester bekleedt, vervolgt dezelfde memorie van toelichting bovendien : « Het percentage (…) is nog kleiner, aangezien er in de 19 gemeenten slechts één burgemeester van het vrouwelijk geslacht is (in plaats van drie tijdens de vorige zittingsperiode) ». [16]

De Raad van State meent dat de aldus aangevoerde percentages daadwerkelijk een ongelijkheid blootleggen die kan worden beschouwd als een « kennelijke » ongelijkheid in de zin van de eerste voorwaarde uit de hierboven aangehaalde rechtspraak van het Grondwettelijk Hof. Opdat die voorwaarde kan worden beschouwd als vervuld, is het namelijk niet vereist dat de wanverhouding die de wetgever wil verhelpen zich tegelijk voordoet in alle of in de meerderheid van de negentien colleges van burgemeester en schepenen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

5.2. Overigens zal de toestand met regelmatige tussenpozen moeten worden geëvalueerd zodat de wetgever kan nagaan of het dispositief, eens het in werking is getreden, na verloop van tijd nog noodzakelijk blijkt te zijn en ongewijzigd dient te worden gehandhaafd.[17]

---

(13) Il est à cet égard renvoyé aux arrêts 9/94 du 27 janvier 1994 (et qui est l'arrêt fondateur en la matière), 42/97 du 14 juillet 1997, et encore récemment 145/2015 du 22 octobre 2015.

(14) C.C., arrêt 145/2015 du 22 octobre 2015, cons. B.10.1.

(15) *Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2014-2015, A/92-1, p. 2.

(16) *Ibid*.

(17) Voir C.C., arrêt 145/2015 du 22 octobre 2015, cons. B.10.2, al. 2, et B.20, al. 2. Voir également, par analogie, l'article 6 de la loi du 18 juillet 2002 « assurant une présence égale des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections des Chambres législatives fédérales et du Conseil de la Communauté germanophone », ainsi que l'article 4 de la loi du 17 juin 2002 « assurant une présence égale des hommes et des femmes sur les listes de candidats aux élections du Parlement européen ».

(13) In dat verband wordt verwezen naar arrest 9/94 van 27 januari 1994 (dat het basisarrest ter zake vormt), arrest 42/97 van 14 juli 1997 en het recente arrest 145/2015 van 22 oktober 2015.

(14) GwH 22 oktober 2015, nr. 145/2015, overweging B.10.1.

(15) *Parl. St.* Br.Parl. 2014-15, nr. A/92-1, 2.

(16) *Ibid*.

(17) Zie GwH 22 oktober 2015, nr. 145/2015, overwegingen B.10.2, tweede lid, en B.20, tweede lid. Zie ook, bij analogie, artikel 6 van de wet van 18 juli 2002 « tot waarborging van een gelijke vertegenwoordiging van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten van de kandidaturen voor de verkiezingen van de federale Wetgevende Kamers en van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap » en artikel 4 van de wet van 17 juni 2002 « tot waarborging van een gelijke vertegenwoordiging van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten voor de verkiezingen van het Europees Parlement ».

III. OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 16

Selon l'article 16, § 3, proposé, « [i]l ne peut être dérogé aux §§ 1er et 2, que si l'ensemble des listes formant la majorité ne comprend pas le nombre d'élus permettant de rencontrer les chiffres qui y sont prévus. Dans ce cas l'ensemble des élus du sexe qui y est minoritaire et qui figurent sur les listes formant la majorité doivent être présentés comme candidats aux postes d'échevin ou de bourgmestre et/ou être signalés comme candidat président de CPAS ».

Cette disposition, en prévoyant une obligation de respecter les proportions réglées par les paragraphes 1er et 2 lorsque l'ensemble des listes formant la majorité comprend le nombre d'élus permettant de respecter ces proportions, procède de l'idée que ces élus, ou le nombre nécessaire parmi ceux-ci, seront contraints d'accepter d'être présentés en vue de leur désignation aux fonctions concernées. Lorsque ces proportions ne peuvent pas être respectées en raison d'un nombre insuffisant d'élus du sexe minoritaire au sein des listes qui composent la majorité, la disposition proposée instaure une obligation de présentation des élus du sexe minoritaire.

Au regard du principe de liberté individuelle et du droit qui en résulte, pour chaque individu qui remplit les conditions pour exercer la fonction d'échevin, de bourgmestre ou de président de CPAS, d'accepter ou de refuser de se voir confier une telle fonction, le dispositif envisagé n'est admissible qu'à la condition que les élus du sexe minoritaire aient marqué leur accord pour être présentés.

Le dispositif doit être revu afin de consacrer de manière expresse cette modalité.

Une observation analogue vaut pour le paragraphe 4, alinéa 1er, troisième tiret, proposé.

Le Greffier en chef, *Le président du Conseil d'État*

Gregory DELANNAY Jacques JAUMOTTE

III. BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 16

Het voorgestelde artikel 16, § 3, luidt als volgt : « Van §§ 1 en 2 kan slechts worden afgeweken als alle lijsten die de meerderheid vormen niet het aantal verkozenen bevatten om te voldoen aan de cijfers waarin daarin wordt voorzien. In dat geval, moeten alle verkozenen van het geslacht dat in de minderheid is en die voorkomen op de lijsten die de meerderheid vormen worden voorgedragen als kandidaten voor de functies van schepenen of burgemeester en/of worden vermeld als kandidaat voorzitter van het OCMW. »

Volgens die bepaling moeten de verhoudingen die bij de paragrafen 1 en 2 worden geregeld, in acht worden genomen wanneer dat op grond van het aantal verkozenen op alle lijsten die de meerderheid vormen, mogelijk is. Aldus vloeit die bepaling voort uit het idee dat die verkozenen, of het noodzakelijke aantal verkozenen, moeten aanvaarden dat ze worden voorgedragen met het oog op hun aanwijzing voor de ambten in kwestie. Wanneer die verhoudingen niet in acht kunnen worden genomen omdat op de lijsten die de meerderheid vormen te weinig verkozenen staan van het geslacht dat in de minderheid is, voert de voorgestelde bepaling de verplichting in dat verkozenen worden voorgedragen van het geslacht dat in de minderheid is.

Behalve indien de verkozenen van het geslacht dat in de minderheid is met hun voordracht hebben ingestemd, is het ontworpen dispositief niet aanvaardbaar ten aanzien van het beginsel van de vrijheid van de persoon en dientengevolge ten aanzien van het recht van elk individu dat in aanmerking komt voor het ambt van schepen, burgemeester of OCMW-voorzitter, om een dergelijk ambt te aanvaarden of te weigeren.

Het dispositief moet worden herzien zodat die regel uitdrukkelijk wordt verankerd.

Een soortgelijke opmerking geldt voor de voorgestelde paragraaf 4, eerste lid, derde streepje.

De Hoofdgriffier, *De Voorzitter van de Raad van State*

Gregory DELANNAY Jacques JAUMOTTE

VI.3. Sous-amendements sur l'amendement n° 4 après avis du Conseil d'État

N° 5 (de Mmes Barbara TRACHTE, Joëlle MILQUET, MM. Marc-Jean GHYSSELS, Emmanuel DE BOCK et Bruno DE LILLE).

Article 2bis (nouveau)

Insérer un article 2*bis* (nouveau) entre l'article 2 (en projet) et l'article 3 (en projet), libellé comme suit :

« Art. 2bis. L'article 15, § 1er, alinéa 1er, de la Nouvelle loi communale est complété par la phrase suivante : « Pour être recevables, les actes de candidature doivent comprendre l'accord exprès du candidat et ils doivent, ensemble, respecter les règles de la parité prévues à l'article 16. ». »

JUSTIFICATION

Ce sous-amendement répond à un double objectif :

– Il donne suite à une remarque formulée par le Conseil d'État dans son avis relatif à l'amendement n° 4 regrettant l'absence de dispositions prévoyant l'accord exprès du candidat issu du sexe minoritaire visé

VI.3. Subamendementen op amendement nr. 4 na advies van de Raad van State

Nr. 5 (van mevr. Barbara TRACHTE, mevr. Joëlle MILQUET, de heren Marc-Jean GHYSSELS, Emmanuel DE BOCK en Bruno DE LILLE).

Artikel 2bis (nieuw)

Een artikel 2*bis* (nieuw) invoegen tussen het ontworpen artikel 2 en het ontworpen artikel 3, luidend als volgt :

« Art. 2bis. Artikel 15, § 1, eerste lid, van de Nieuwe gemeentewet wordt aangevuld met de volgende zin : « Om ontvankelijk te zijn, moeten de kandidatuurakten het uitdrukkelijk akkoord van de kandidaat bevatten en zij moeten, samen, voldoen aan de in artikel 16 vervatte pariteitsregels. ». »

VERANTWOORDING

Dit subamendement streeft een dubbele doelstelling na :

– Het geeft gevolg aan een opmerking van de Raad van State in zijn advies over amendement nr. 4 dat betreurt dat nergens bepaald wordt dat het uitdrukkelijke akkoord vereist is van de kandidaat behorend tot

au § 3 de l'article 16 lors de sa présentation en vue d'exercer la fonction d'échevin, de bourgmestre ou de président de CPAS. Il a été jugé souhaitable de désormais prévoir cette disposition de manière générale pour toute candidature à la fonction d'échevin ;

– Il veut éviter toute ambiguïté juridique en précisant que les actes de présentation ne sont pas recevables s'ils ne respectent pas ensemble les règles de parité prévues à l'article 16.

N° 6 (de Mmes Barbara TRACHTE, Joëlle MILQUET, MM. Marc-Jean GHYSSELS, Emmanuel DE BOCK et Bruno DE LILLE).

Article 3 (en projet)

Au § 3 de l'article 3 (en projet), remplacer les mots *« doivent être présentés »* **par les mots** *« sont présentés »***.**

JUSTIFICATION

Ce sous-amendement fait suite à une remarque formulée par le Conseil d'État dans son avis relatif à l'amendement n° 4 souhaitant que l'obligation de se présenter pour les personnes de sexe minoritaire soit retirée car contraire au libre arbitre du candidat.

N° 7 (de Mmes Barbara TRACHTE, Joëlle MILQUET, MM. Marc-Jean GHYSSELS, Emmanuel DE BOCK et Bruno DE LILLE).

Article 3 (en projet)

Ajouter un dernier tiret au § 4, alinéa 1er, de l'article 3 (en projet), libellé comme suit :

*« - si le candidat de sexe minoritaire visé au § 3 n'a pas été élu par le conseil communal conformément à l'article 15. »***.**

JUSTIFICATION

Ce sous-amendement prévoit le cas où la personne de sexe minoritaire prévue au § 3 a donné son accord mais n'est pas élue par le conseil. Dans ce cas, elle ne peut être que remplacée par quelqu'un d'un autre sexe.

N° 8 (de M. Emmanuel DE BOCK).

Article 3 (en projet)

Au § 2, dernier alinéa, de l'article 3 (en projet), insérer les mots *« à l'article 15, § 1er, et »* **entre le mot** *« visés »* **et les mots** *« à l'article 18bis. »***.**

JUSTIFICATION

Ce sous-amendement permet de tenir compte lors de l'installation du président de CPAS dans la proportion à rencontrer.

het geslacht in de minderheid bedoeld in § 3 van artikel 16, wanneer die voorgedragen wordt voor de functie van schepen, burgemeester of OCMW-voorzitter. Men vond het wenselijk om voortaan een algemene bepaling in te voeren voor alle kandidaatstellingen voor de functie van schepen ;

– Het strekt ertoe juridische onduidelijkheid te voorkomen door te preciseren dat de akten van voordracht onontvankelijk zijn indien die niet alle pariteitsregels bedoeld in artikel 16 naleven.

Nr. 6 (van mevr. Barbara TRACHTE, mevr. Joëlle MILQUET, de heren Marc-Jean GHYSSELS, Emmanuel DE BOCK en Bruno DE LILLE).

Artikel 3 (ontworpen)

In § 3 van het ontworpen artikel 3, de woorden *« moeten […] worden voorgedragen »* **vervangen door de woorden** *« worden […] voorgedragen »***.**

VERANTWOORDING

Dit subamendement geeft gevolg aan een opmerking van de Raad van State in zijn advies over amendement nr. 4 dat wenst dat de verplichting van personen van een geslacht in de minderheid ingetrokken wordt omdat die in strijd is met de vrije wil van de kandidaat.

Nr. 7 (van mevr. Barbara TRACHTE, mevr. Joëlle MILQUET, de heren Marc-Jean GHYSSELS, Emmanuel DE BOCK en Bruno DE LILLE).

Artikel 3 (ontworpen)

Aan § 4, eerste lid, van het ontworpen artikel 3 een laatste streepje toevoegen, luidend als volgt :

*« - als de kandidaat van het in § 3 bedoelde geslacht dat in de minderheid is niet door de gemeenteraad werd gekozen conform artikel 15. »***.**

VERANTWOORDING

Dit subamendement voorziet in het geval waarin de persoon van het geslacht in de minderheid bedoeld in § 3, zijn akkoord gegeven heeft maar niet door de raad gekozen is. In dat geval kan die persoon vervangen worden door iemand van een ander geslacht.

Nr. 8 (van de heer Emmanuel DE BOCK).

Artikel 3 (ontworpen)

In § 2, laatste lid, van het ontworpen artikel 3 de woorden *« in artikel 15, § 1, en »* **invoegen tussen de woorden** *« bij de »* **en de woorden** *« in artikel 18bis bedoelde »***.**

VERANTWOORDING

Dit subamendement laat toe rekening te houden met de installatie van de OCMW-voorzitter in de in acht te nemen verhouding.